

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15184]

27 NOVEMBRE 2015. — Loi portant assentiment à l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au fonds de résolution unique, signé à Bruxelles le 21 mai 2014 (1) (2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des Représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au fonds de résolution unique, signé à Bruxelles le 21 mai 2014, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Affaires étrangères et européennes,
D. REYNDEERS

Le ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le ministre de la Justice,
K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents : 54-1356

Compte rendu intégral : 12/11/2015

(2) Liste des Etats liés

ACCORD CONCERNANT LE TRANSFERT ET LA MUTUALISATION DES CONTRIBUTIONS AU FONDS DE RESOLUTION UNIQUE

Les parties contractantes, le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République de Croatie, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque et la République de Finlande;

Déterminées à parvenir à mettre en place, au sein de l'Union européenne, un cadre financier intégré dont l'union bancaire est un élément fondamental;

Rappelant la décision du 18 décembre 2013 des représentants des Etats membres de la zone euro, réunis au sein du Conseil de l'Union européenne, concernant la négociation et la conclusion d'un accord intergouvernemental sur le Fonds de résolution unique (ci-après dénommé "Fonds") créé en vertu du règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles uniformes et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution unique (1) (règlement MRU), ainsi que les termes de référence qui sont annexés à ladite décision;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15184]

27 NOVEMBER 2015. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de overdracht en mutualisatie van de bijdragen aan het gemeenschappelijk afwikkelingsfonds, ondertekend te Brussel op 21 mei 2014 (1) (2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst betreffende de overdracht en mutualisatie van de bijdragen aan het gemeenschappelijk afwikkelingsfonds, ondertekend te Brussel op 21 mei 2014, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,
D. REYNDEERS

De minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De minister van Justitie,
K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :

Stukken : 54-1356

Integraal verslag : 12/11/2015

(2) Lijst van de gebonden staten

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE OVERDRACHT EN MUTUALISATIE VAN DE BIJDRAGEN AAN HET GEMEENSCHAPPELIJK AFWIKKELINGSFONDS

De overeenkomstsluitende partijen, het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, Iland, de Hellose Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, de Republiek Kroatië, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek en de Republiek Finland;

Vastbesloten om in de Europese Unie een geïntegreerd financieel kader tot stand te brengen waarvan de bankenunie een fundamenteel onderdeel uitmaakt;

Herinnerend aan het Besluit van de vertegenwoordigers van de lidstaten van de eurozone, in het kader van de Raad van de Europese Unie van 18 december 2013 bijeen, met betrekking tot het voeren van onderhandelingen over en het sluiten van een intergouvernementele overeenkomst betreffende het gemeenschappelijk afwikkelingsfonds (het "Fonds") ingesteld bij Verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van eenvormige regels en een eenvormige procedure voor de afwikkeling van kredietinstellingen en bepaalde beleggingsondernemingen in het kader van een gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme en een gemeenschappelijk afwikkelingsfonds (1) ("GAM - verordening"), alsook aan de aan dat besluit gehechte beschrijving van hetgeen bij die overeenkomst dient te worden geregeld (de "Terms of Reference");

Considérant ce qui suit :

(1) Au cours de ces dernières années, l'Union européenne a adopté un certain nombre d'actes juridiques essentiels pour l'achèvement du marché intérieur dans le secteur des services financiers et pour la garantie de la stabilité financière de la zone euro et de l'Union dans son ensemble, ainsi que pour le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée.

(2) En juin 2009, le Conseil européen a appelé à élaborer un "règlement uniforme applicable à tous les établissements financiers exerçant des activités sur le marché unique". L'Union a dès lors établi un ensemble uniforme de règles prudentielles harmonisées que les établissements de crédit doivent respecter dans l'ensemble de l'Union, par le biais du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil (2) et de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil (3).

(3) L'Union a également créé les autorités européennes de surveillance (AES), auxquelles un certain nombre de tâches de surveillance microprudentielle sont confiées. Il s'agit de l'Autorité bancaire européenne (ABE) instituée par le règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil (4), de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) instituée par le règlement (UE) n° 1094/2010 du Parlement européen et du Conseil (5) et de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) instituée par le règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil (6). La création des AES s'est accompagnée de l'institution, par le règlement (UE) n° 1092/2010 du Parlement européen et du Conseil (7), du Comité européen du risque systémique, auquel certaines fonctions de surveillance macroprudentielle ont été confiées.

(4) L'Union a instauré un mécanisme de surveillance unique au moyen du règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil (8) confiant à la Banque centrale européenne (BCE) des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit et conférant à la BCE, agissant conjointement avec les autorités compétentes nationales, des pouvoirs de surveillance à l'égard des établissements de crédit établis dans les Etats membres dont la monnaie est l'euro et dans les Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro qui ont mis en place une coopération rapprochée avec la BCE à des fins de surveillance (ci après dénommés "Etats membres participants").

(5) Au moyen de la directive du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (9) (ci-après dénommée "directive BRR"), l'Union harmonise les législations et réglementations nationales relatives à la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, y compris l'établissement de dispositifs nationaux de financement pour la résolution.

(6) Lors de sa réunion des 13 et 14 décembre 2012, le Conseil européen a indiqué que "[d]ans un contexte où la surveillance bancaire est effectivement transférée à un mécanisme de surveillance unique, un mécanisme de résolution unique sera nécessaire, qui soit doté des compétences requises pour faire en sorte que toute banque des Etats membres participants puisse être soumise à une procédure de résolution, au moyen des instruments appropriés". Lors de cette même réunion, le Conseil européen a également précisé que "[l]e mécanisme de résolution unique] devrait s'appuyer sur les contributions du secteur financier lui-même et comporter des dispositifs de soutien appropriés et effectifs. Ce dispositif de soutien devrait être neutre à moyen terme sur le plan budgétaire, en garantissant que l'aide publique soit compensée par des prélèvements ex post sur le secteur financier". Dans ce contexte, l'Union a adopté le règlement MRU qui crée un système centralisé de prise de décision de résolution, doté de ressources financières adéquates grâce à la mise en place du Fonds. Le règlement MRU s'applique aux entités situées dans les Etats membres participants.

(7) Le règlement MRU met en particulier en place le Fonds et définit les modalités de son utilisation. La directive BRR et le règlement MRU définissent les critères généraux permettant de déterminer la fixation et le calcul des contributions ex ante et ex post des établissements qui sont nécessaires pour financer le Fonds, et prévoient l'obligation pour les Etats membres de percevoir ces contributions au niveau national. Néanmoins, les Etats membres participants qui perçoivent les contributions auprès des établissements situés sur leur territoire respectif conformément à la directive BRR et au règlement MRU demeurent compétents pour transférer ces contributions au Fonds. L'obligation de transférer au Fonds les contributions perçues au niveau national ne découle pas du droit de l'Union. Cette obligation sera établie par le présent accord, qui fixe les conditions dans lesquelles les parties

Overwegende hetgeen volgt :

(1) De afgelopen jaren heeft de Europese Unie een aantal rechtshandelingen aangenomen die cruciaal zijn voor het verwezenlijken van de interne markt voor financiële diensten en voor het waarborgen van de financiële stabiliteit van de eurozone en van de Unie als geheel, alsmede voor het proces dat moet leiden tot een hechtere economische en monetaire unie.

(2) In juni 2009 heeft de Europese Raad gepleit voor het opstellen van "één enkel Europees "rulebook" dat toepasselijk is voor alle financiële instellingen van de interne markt". De Unie heeft aldus een gemeenschappelijk pakket geharmoniseerde prudentiële voorschriften opgesteld die de kredietinstellingen in de hele Unie in acht moeten nemen, namelijk bij Verordening (EU) nr. 575/2013 van het Europees Parlement en de Raad (2) en bij Richtlijn 2013/36/EU van het Europees Parlement en de Raad (3).

(3) Voorts heeft de Unie de Europese toezichthoudende autoriteiten opgericht, waaraan een aantal taken op het gebied van microprudentieel toezicht wordt toevertrouwd. Het betreft de Europese Bankautoriteit (EBA), vastgesteld bij Verordening (EU) nr. 1093/2010 van het Europees Parlement en de Raad (4), de Europese Autoriteit voor verzekeringen en bedrijfspensioenen (EAVB), vastgesteld bij Verordening (EU) nr. 1094/2010 van het Europees Parlement en de Raad (5) en de Europese Autoriteit voor effecten en markten (ESMA), vastgesteld bij Verordening (EU) nr. 1095/2010 van het Europees Parlement en de Raad (6). Dat is gepaard gegaan met de oprichting van het Europees Comité voor systeemrisico's bij Verordening (EU) nr. 1092/2010 van het Europees Parlement en de Raad (7), waaraan een aantal taken op het gebied van macroprudentieel toezicht is toevertrouwd.

(4) De Unie heeft een gemeenschappelijk toezichtsmechanisme ingesteld bij Verordening (EU) nr. 1024/2013 van de Raad (8) waarbij aan de Europese Centrale Bank (ECB) specifieke taken worden opgedragen betreffende het beleid inzake het prudentieel toezicht op kredietinstellingen, en waarbij aan de ECB, die handelt in samenwerking met de nationale bevoegde autoriteiten, toezichtsbevoegdheden worden verleend ten aanzien van de kredietinstellingen welke zijn gevestigd in de lidstaten die de euro als munt hebben en in de lidstaten die de euro niet als munt hebben en welke voor toezichtdoeleinden een nauwe samenwerking zijn aangegaan met de ECB (de "deelnemende lidstaten").

(5) Door de Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen (9) ("BHA-richtlijn"), harmoniseert de Unie de nationale wet- en regelgeving inzake de afwikkeling van kredietinstellingen en bepaalde beleggingsondernemingen, waarbij hij onder meer voorziet in de instelling van nationale financieringsregelingen voor de afwikkeling.

(6) De Europese Raad van 13 en 14 december 2012 heeft verklaard : "Als het bankentoezicht daadwerkelijk bij een gemeenschappelijk toezichtsmechanisme komt te berusten, is er een gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme nodig, met de nodige bevoegdheden om ervoor te zorgen dat banken in deelnemende lidstaten met passende instrumenten kunnen worden afgewikkeld". De Europese Raad van 13 en 14 december 2012 heeft voorts verklaard dat "het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme moet berusten op bijdragen van de financiële sector zelf en passende, effectieve achtervangregelingen moet omvatten. Deze achtervang moet op de middellange termijn begrotingsneutraal zijn, door ervoor te zorgen dat de overheidssteun achteraf wordt gecompenseerd door middel van ex-post-heffingen op de financiële sector". Tegen deze achtergrond heeft de Unie de GAM -verordening vastgesteld die voorziet in een gecentraliseerd besluitvormingssysteem voor afwikkeling, dat door middel van de instelling van het Fonds over afdoende financieringsmiddelen beschikt. De GAM-verordening is van toepassing op de in de deelnemende lidstaten gelegen entiteiten.

(7) De GAM-verordening voorziet met name in het Fonds en in de modaliteiten voor het gebruik ervan. De BHA-richtlijn en de GAM-verordening bevatten de algemene criteria om te bepalen hoe de vooraf en achteraf te betalen bijdragen van instellingen die noodzakelijk zijn voor de financiering van het Fonds worden vastgesteld en berekend, alsook een verplichting voor de lidstaten om deze bijdragen op nationaal niveau te innen. De deelnemende lidstaten die op grond van de BHA-richtlijn en GAM-verordening de bijdragen van de op hun grondgebied gelegen instellingen innen, blijven evenwel bevoegd wat het overdragen van die bijdragen aan het Fonds betreft. De verplichting om de op nationaal niveau geïnde bijdragen aan het fonds over te dragen, vloeit niet voort uit het recht van de Unie. Deze verplichting zal worden ingesteld bij de onderhavige overeenkomst, die de

contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, conviennent ensemble de transférer au Fonds les contributions qu'elles perçoivent au niveau national.

(8) Chaque Etat membre participant devrait exercer son pouvoir de transférer les contributions perçues au niveau national de manière à respecter le principe de coopération loyale consacré à l'article 4, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, selon lequel les Etats membres, entre autres, facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union. C'est pourquoi les Etats membres participants devraient veiller à ce que les ressources financières soient transférées au Fonds de manière uniforme, ce qui permettra de garantir son bon fonctionnement.

(9) En conséquence, les parties contractantes ont conclu le présent accord par lequel elles établissent, entre autres, l'obligation qui leur incombe de transférer au Fonds les contributions perçues au niveau national, en vertu de critères, modalités et conditions uniformes, en particulier l'affectation, pendant une période transitoire, des contributions qu'elles perçoivent au niveau national à différents compartiments correspondant à chacune des parties contractantes, ainsi que la mutualisation progressive de l'utilisation de ces compartiments de manière à ce qu'ils disparaissent à la fin de la période transitoire.

(10) Les parties contractantes rappellent qu'elles se donnent pour objectif de préserver des conditions équitables et de réduire au minimum le coût global de la résolution pour les contribuables et qu'elles tiendront compte de la charge globale pesant sur les secteurs bancaires respectifs lorsque seront définis les contributions au Fonds et le régime fiscal qui leur sera applicable.

(11) Le contenu du présent accord se limite aux éléments spécifiques relatifs au Fonds qui continuent de relever de la compétence des Etats membres. Le présent accord n'affecte pas les règles communes établies par le droit de l'Union et ne modifie pas leur portée. Il est plutôt conçu comme un instrument complétant la législation de l'Union en matière de résolution bancaire et contribuant à la réalisation des objectifs des politiques de l'Union, à laquelle il est intrinsèquement lié, en particulier la mise en place du marché intérieur dans le domaine des services financiers.

(12) Les dispositions législatives et réglementaires nationales mettant en œuvre la directive BRR, y compris celles relatives à la mise en place des dispositifs de financement nationaux, s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2015. Les dispositions concernant la mise en place du Fonds conformément au règlement MRU seront, en principe, applicables à partir du 1^{er} janvier 2016. En conséquence, les parties contractantes percevront les contributions affectées au dispositif national de financement pour la résolution qu'elles sont tenues de mettre en place jusqu'à la date d'application du règlement MRU, date à laquelle elles commenceront à percevoir les contributions affectées au Fonds. Afin de renforcer la capacité financière du Fonds dès sa création, les parties contractantes s'engagent à transférer au Fonds les contributions qu'elles ont perçues en vertu de la directive BRR jusqu'à la date d'application du règlement MRU.

(13) Il est admis qu'il peut exister des situations où les ressources disponibles dans le Fonds ne suffisent pas pour financer une mesure de résolution donnée et où les contributions ex post qui devraient être perçues pour couvrir les montants supplémentaires nécessaires ne sont pas immédiatement mobilisables. Conformément à la déclaration de l'Eurogroupe et du Conseil du 18 décembre 2013, afin de garantir un financement suffisant et constant durant la période transitoire, il convient que les parties contractantes concernées par une mesure de résolution donnée fournissent un financement relais provenant de sources nationales ou du mécanisme européen de stabilité (MES), conformément aux procédures convenues, y compris en rendant possibles les transferts temporaires entre les compartiments nationaux. Les parties contractantes devraient mettre en place des procédures leur permettant de répondre en temps opportun à toute demande de financement relais. Un dispositif de soutien commun sera élaboré pendant la période transitoire. Il facilitera les emprunts par le Fonds. Le secteur bancaire sera responsable en dernier ressort des remboursements dans tous les Etats membres participants au moyen des contributions, y compris les contributions ex post. Ces dispositifs assureront un traitement équivalent, en termes de droits et d'obligations, tant pendant la période transitoire que par la suite, de l'ensemble des parties contractantes qui participent au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique, y compris celles qui adhèrent à ces mécanismes à un stade ultérieur. Ces dispositifs

voorwaarden bepaalt waaronder de overeenkomstsluitende partijen, conform hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen, gezamenlijk overeenkomen de door hen op nationaal niveau geïnde bijdragen aan het Fonds over te dragen.

(8) De bevoegdheid van elk van de deelnemende lidstaten om de op nationaal niveau geïnde bijdragen over te dragen, dient zodanig te worden uitgeoefend dat zij in overeenstemming is met het in artikel 4, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU) verankerde beginsel van loyale samenwerking, op grond waarvan de lidstaten, onder meer, de vervulling van de taken van de Unie faciliteren en zich onthouden van alle maatregelen die de verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie in gevaar kunnen brengen. Met het oog op de goede werking van het Fonds dienen de deelnemende lidstaten er daarom voor te zorgen dat de nodige financiële middelen op uniforme wijze naar het Fonds worden geleid.

(9) Bijgevolg hebben de overeenkomstsluitende partijen deze overeenkomst gesloten, waarbij zij zich er onder meer toe verbinden om de op nationaal niveau geïnde bijdragen aan het Fonds over te dragen, op grond van eenvormige criteria, modaliteiten en voorwaarden, met name de toewijzing, gedurende een overgangperiode, van de op nationaal niveau geïnde bijdragen aan onderscheiden, met elk van de overeenkomstsluitende partijen overeenstemmende compartimenten, alsook de geleidelijk toenemende mutualisatie van de compartimenten op zodanige wijze dat de compartimenten aan het einde van de overgangperiode ophouden te bestaan.

(10) De overeenkomstsluitende partijen herinneren eraan dat zij beogen een gelijk speelveld te behouden en de totale kosten van de afwikkeling voor de belastingbetaler te beperken, en zij zullen bij het bepalen van de bijdragen aan het Fonds en de fiscale behandeling daarvan rekening houden met de algehele last voor de respectieve banksectoren.

(11) De inhoud van deze overeenkomst is beperkt tot de specifieke aspecten inzake het Fonds die tot de bevoegdheid van de lidstaten blijven behoren. Deze overeenkomst heeft geen gevolgen voor op grond van het recht van de Unie vastgestelde gemeenschappelijke regels, noch voor hun toepassingsgebied. De overeenkomst is veeleer bedoeld ter aanvulling van de Uniewetgeving inzake de afwikkeling van banken, alsook ter ondersteuning van de verwezenlijking van het beleid van de Unie waarmee zij van nature verband houdt, met name de totstandbrenging van de interne markt voor financiële diensten.

(12) De nationale wet- en regelgeving die uitvoering geeft aan de BHA-richtlijn, waaronder de bepalingen betreffende de instelling van nationale financieringsregelingen, worden met ingang van 1 januari 2015 van toepassing. De bepalingen van de GAM-verordening die betrekking hebben op de instelling van het Fonds zullen in beginsel met ingang van 1 januari 2016 van toepassing zijn. Bij gevolg zullen de overeenkomstsluitende partijen tot de datum van toepassing van de GAM-verordening bijdragen innen die zij oormerken voor de nationale financieringsregeling voor de afwikkeling tot instelling waarvan zij gehouden zijn, en zullen zij met ingang van die datum de voor het Fonds te oormerken bijdragen innen. Opdat het Fonds vanaf het begin aan financiële slagkracht wint, verbinden de overeenkomstsluitende partijen zich ertoe de door hen krachtens de BHA-richtlijn geïnde bijdragen tot de datum van toepassing van de GAM-verordening aan het Fonds over te dragen.

(13) Onderkend wordt dat er situaties kunnen bestaan waarin de in het Fonds beschikbare middelen niet volstaan om een specifieke afwikkelingsmaatregel uit te voeren, en waarin de achteraf te betalen bijdragen die ter aanvulling van de ontbrekende bedragen moeten worden geïnd, niet onmiddellijk toegankelijk zijn. Ingevolge de verklaring van de Eurogroep en de Raad van 18 december 2013 en om ervoor te zorgen dat er gedurende de overgangperiode doorlopend afdoende financiering beschikbaar is, dienen de overeenkomstsluitende partijen die bij een specifieke afwikkelingsmaatregel betrokken zijn, overbruggingsfinanciering te verstrekken uit nationale bronnen of uit het Europees stabiliteitsmechanisme ("ESM"), volgens overeengekomen procedures, met inbegrip van instelling van mogelijkheden tot tijdelijke overdrachten tussen nationale compartimenten. De overeenkomstsluitende partijen dienen te voorzien in procedures waardoor verzoeken om overbruggingsfinanciering vlot kunnen worden behandeld. Gedurende de overgangperiode zal een gemeenschappelijke achtervang worden ontwikkeld. Door die achtervang zal het Fonds gemakkelijker leningen kunnen aangaan. De banksector zal uiteindelijk worden aangesproken voor de terugbetaling, in de vorm van bijdragen in alle deelnemende lidstaten, met inbegrip van achteraf te betalen bijdragen. Die regelingen zullen ervoor zorgen dat alle aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende overeenkomstsluitende partijen, ook die welke in een later stadium toetreden, wat rechten en

assureront des conditions équitables avec les Etats membres qui ne participent pas au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique.

(14) Il convient que le présent accord soit ratifié par l'ensemble des Etats membres dont la monnaie est l'euro ainsi que par les Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro qui participent au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique.

(15) Il convient que les Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro et qui ne sont pas parties contractantes adhèrent au présent accord, avec les mêmes droits et obligations que les parties contractantes, à compter de la date à laquelle ils adoptent effectivement l'euro en tant que monnaie ou bien à compter de la date d'entrée en vigueur de la décision de la BCE mettant en place la coopération rapprochée visée à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1024/2013.

(16) Le 21 mai 2014, les représentants des gouvernements des Etats membres ont autorisé les parties contractantes à demander à la Commission européenne et au Conseil de résolution unique (CRU) d'accomplir les missions prévues dans le présent accord.

(17) L'article 15 du règlement MRU à la date de son adoption initiale établit les principes généraux régissant la résolution, en vertu desquels les actionnaires de l'établissement soumis à la procédure de résolution sont les premiers à supporter les pertes et les créanciers de l'établissement soumis à la procédure de résolution supportent les pertes après les actionnaires, en fonction de l'ordre de priorité de leurs créances. En conséquence, l'article 27 du règlement MRU établit un instrument de renflouement interne qui exige qu'une contribution visant à l'absorption des pertes de l'établissement soumis à la procédure de résolution et à sa recapitalisation, dont le montant ne peut être inférieur à 8 % du total de ses passifs, fonds propres compris, tel qu'il résulte de l'application de la méthode de valorisation prévue à l'article 20 du règlement MRU au moment de la mesure de résolution, ait été apportée par les actionnaires, ainsi que par les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements éligibles, au moyen d'une dépréciation ou d'une conversion ou par tout autre moyen, et cet article exige également que la contribution du Fonds n'exécède pas 5 % du total des passifs, fonds propres compris, de l'établissement soumis à la procédure de résolution, tel qu'il résulte de l'application de la méthode de valorisation prévue à l'article 20 du règlement MRU au moment de la mesure de résolution, à moins que tous les passifs non garantis et non privilégiés, autres que les dépôts éligibles, aient été intégralement dépréciés ou convertis. Par ailleurs, les articles 18, 52 et 55 du règlement MRU, à la date de son adoption initiale, fixent un certain nombre de règles de procédure relatives au processus de décision du CRU et des institutions de l'Union. Ces éléments du règlement MRU constituent une base essentielle du consentement des parties contractantes à être liées par le présent accord.

(18) Les parties contractantes reconnaissent que les dispositions pertinentes de la Convention de Vienne sur le droit des traités ainsi que le droit international coutumier s'appliquent à l'égard de tout changement fondamental des circonstances intervenu contre leur volonté et affectant la base essentielle de leur consentement à être liées par les dispositions du présent accord, comme mentionné au considérant 17. Les parties contractantes peuvent donc invoquer les conséquences de tout changement fondamental des circonstances intervenu contre leur volonté, en vertu du droit international public. Si une partie contractante invoque de telles conséquences, toute autre partie contractante peut saisir la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée "Cour de justice"). Il convient que la Cour de justice soit habilitée à vérifier l'existence d'un changement fondamental des circonstances et les conséquences qui en découlent. Les parties contractantes reconnaissent que l'invocation desdites conséquences après l'abrogation ou la modification de tout élément du règlement MRU visé au considérant 17 qui serait effectuée contre la volonté de l'une des parties contractantes et susceptible d'affecter la base essentielle de leur consentement à être liées par les dispositions du présent accord constituera un différend concernant l'application du présent accord aux fins de l'article 273 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui peut par conséquent être soumis à la Cour de justice en vertu de cette disposition. Toute partie contractante peut également demander à la Cour de justice de prescrire des mesures provisoires conformément à l'article 278 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et aux articles 160 à 162 du règlement de procédure de la Cour de justice (10). Lorsqu'elle statue sur le différend, ainsi que sur l'octroi de mesures provisoires, la Cour de justice devrait tenir compte des obligations incombant aux parties contractantes au titre du traité sur l'Union

plichten betreft op gelijke voet worden behandeld, zowel in de overgangsfase als in stabiele toestand. Die regelingen zullen een gelijk speelveld respecteren jegens de niet aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende lidstaten.

(14) Deze overeenkomst moet worden bekrachtigd door alle lidstaten die de euro als munt hebben en door de lidstaten die de euro niet als munt hebben maar aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemen.

(15) De lidstaten die niet de euro als munt hebben en die geen overeenkomstsluitende partij zijn, moeten met ingang van de datum waarop zij de euro als munt aannemen dan wel met ingang van de datum van de inwerkingtreding van het in artikel 7, lid 2, van Verordening (EU) nr. 1024/2013 bedoelde besluit van de ECB tot het aangaan van nauwe samenwerking, tot deze overeenkomst toetreden, met alle rechten en verplichtingen, conform die van de overeenkomstsluitende partijen.

(16) Op 21 mei 2014 hebben de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten de overeenkomstsluitende partijen gemachtigd om de Europese Commissie en de gemeenschappelijke afwikkelingsraad (de "afwikkelingsraad") te verzoeken de in deze overeenkomst bedoelde taken uit te voeren.

(17) Artikel 15 van de GAM-verordening als op de datum van initiële vaststelling ervan voorziet in algemene beginselen met betrekking tot afwikkeling op grond waarvan de aandeelhouders van de instelling in afwikkeling de eerste verliezen dragen en de crediteuren van de instelling in afwikkeling na de aandeelhouders verliezen dragen, volgens de rangorde van hun vorderingen. Artikel 27 van de GAM-verordening voorziet dienovereenkomstig in een instrument van bail-in dat vereist dat door de aandeelhouders, de houders van relevante kapitaalinstrumenten en andere in aanmerking komende passiva middels afschrijving, omzetting of anderszins een bijdrage is geleverd aan het opvangen van verliezen en aan de herkapitalisatie voor een bedrag van ten minste 8% van de totale passiva, met inbegrip van het eigen vermogen van de instelling in afwikkeling, gemeten volgens de in artikel 20 van de GAM-verordening bedoelde waardering op het tijdstip waarop de afwikkelingsmaatregel is genomen; en vereist ook dat de bijdrage van het Fonds niet hoger is dan 5% van de totale passiva, met inbegrip van het eigen vermogen, van de instelling in afwikkeling, gemeten volgens de in artikel 20 van de GAM-verordening bedoelde waardering op het tijdstip waarop de afwikkelingsmaatregel is genomen, tenzij alle ongedekte, niet-preferente passiva, met uitzondering van in aanmerking komende deposito's, volledig zijn afgeschreven of omgezet. Bovendien voorzien de artikelen 18, 52 en 55 van de GAM-verordening als op de datum van initiële vaststelling ervan in een aantal procedureregels inzake de besluitvorming van de afwikkelingsraad en van de instellingen van de Unie. Die onderdelen van de GAM-verordening vormen een wezenlijke grond voor de instemming van de overeenkomstsluitende partijen om door deze overeenkomst gebonden te worden.

(18) De overeenkomstsluitende partijen erkennen dat de toepasselijke bepalingen van het Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht alsook het internationaal gewoonterecht van toepassing zijn met betrekking tot een tegen de wil van de partijen ingetreden wezenlijke verandering van omstandigheden, en waarvan het bestaan een wezenlijke grond vormde voor de instemming van de partijen om door de bepalingen van deze overeenkomst gebonden te worden, als bedoeld in overweging 17. De overeenkomstsluitende partijen kunnen zich dienovereenkomstig beroepen op de gevolgen van een tegen hun wil ingetreden wezenlijke verandering van omstandigheden, conform het internationaal publiekrecht. Indien een overeenkomstsluitende partij zich op die gevolgen beroept, kan elke andere overeenkomstsluitende partij de zaak voorleggen aan het Hof van Justitie van de Europese Unie (het "Hof van Justitie"). Het Hof van Justitie dient bevoegd te zijn om na te gaan of er een wezenlijke verandering van omstandigheden is ingetreden en welke de uit die verandering voortvloeiende gevolgen zijn. De overeenkomstsluitende partijen erkennen dat het aanvoeren van die gevolgen na de herroeping of wijziging van eender welk van de in overweging 17 bedoelde onderdelen van de GAM-verordening, tegen de wil van eender welke van de overeenkomstsluitende partijen en waarvan het bestaan een wezenlijke grond vormde voor de instemming van de partijen om door de bepalingen van deze overeenkomst gebonden te worden, zal neerkomen op een geschil betreffende de toepassing van deze overeenkomst waarop artikel 273 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) van toepassing is en dat derhalve op grond van dat artikel aan het Hof van Justitie kan worden voorgelegd. Elke overeenkomstsluitende partij kan tevens, overeenkomstig artikel 278 VWEU en de artikelen 160 tot en met 162 van het Reglement voor de procesvoering van het Hof van

européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, y compris les obligations relatives au mécanisme de résolution unique et à son intégrité.

(19) Il appartient à la Cour de justice d'établir si les institutions de l'Union, le CRU et les autorités de résolution nationales appliquent l'instrument de renflouement interne d'une manière compatible avec le droit de l'Union, conformément aux voies de recours prévues par le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment aux articles 258, 259, 260, 263, 265 et 266 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

(20) Dès lors que le présent accord constitue un instrument de droit international public, les droits et obligations qui y sont prévus sont soumis au principe de réciprocité. Partant, le consentement de chaque partie contractante à être liée par le présent accord dépend de l'exercice des droits et du respect des obligations d'une manière équivalente par chaque partie contractante. En conséquence, le non respect, par une partie contractante, de l'obligation qui lui incombe de transférer les contributions au Fonds devrait entraîner l'exclusion de l'accès au Fonds pour les entités agréées sur son territoire. Le CRU et la Cour de justice devraient être habilités à établir et déclarer qu'une partie contractante a manqué à son engagement de transférer les contributions, conformément aux procédures prévues dans le présent accord. Les parties contractantes reconnaissent que le non respect, par une partie contractante, de l'obligation de transférer les contributions aura pour seule conséquence juridique l'exclusion de la partie contractante concernée du financement au titre du Fonds et que les obligations incombant aux autres parties contractantes en application de l'accord ne seront pas affectées.

(21) Le présent accord établit un mécanisme par lequel les Etats membres participants s'engagent à rembourser conjointement, rapidement et avec intérêts à chaque Etat membre qui ne participe pas au mécanisme de surveillance unique ni au mécanisme de résolution unique le montant que cet Etat membre non participant a versé sur les ressources propres, correspondant à l'utilisation du budget général de l'Union au titre de la responsabilité non contractuelle et des coûts y afférents, dans le cadre de l'exercice par les institutions de l'Union des pouvoirs qui leur sont conférés par le règlement MRU. En vertu de ce dispositif, la responsabilité de chaque Etat membre participant devrait être distincte et individuelle, et non conjointe et solidaire, chacun d'entre eux ne devant par conséquent s'acquitter que de la part de l'obligation de remboursement qui est la sienne telle que déterminée conformément au présent accord.

(22) Conformément à l'article 273 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la Cour de justice devrait être compétente pour statuer sur les différends entre les parties contractantes portant sur l'interprétation et l'application du présent accord, y compris les différends concernant le respect des obligations fixées dans le présent accord. Les Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro et qui ne sont pas parties au présent accord devraient pouvoir saisir la Cour de justice de tout différend portant sur l'interprétation et l'application des dispositions relatives au remboursement au titre de la responsabilité non contractuelle et des coûts y afférents prévues dans le présent accord.

(23) Le transfert des contributions par les parties contractantes qui adhèrent au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique à une date ultérieure à la date d'application du présent accord devrait s'effectuer dans le respect du principe d'égalité de traitement avec les parties contractantes qui participent à ces mécanismes à la date d'application du présent accord. Les parties contractantes qui participent au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique à la date d'application du présent accord ne sont pas censées supporter la charge liée à des résolutions auxquelles auraient dû contribuer les dispositifs de financement nationaux des parties contractantes participant à un stade ultérieur. De même, ces dernières ne sont pas censées supporter le coût de résolutions intervenues avant la date de leur participation, dont devrait répondre le Fonds.

Justitie (10), het Hof van Justitie om voorlopige maatregelen verzoeken. Bij de beslissing over het geschil en over het toekennen van voorlopige maatregelen dient het Hof van Justitie rekening te houden met de verplichtingen die de overeenkomstsluitende partijen uit hoofde van het VEU en het VWEU hebben, waaronder die met betrekking tot het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme en de integriteit daarvan.

(19) Het valt binnen de bevoegdheid van het Hof van Justitie om te bepalen of de instellingen van de Unie, de afwikkelingsraad en de nationale afwikkelingsautoriteiten het instrument van bail-in toepassen op een wijze die verenigbaar is met het recht van de Unie, conform de door het VEU en het VWEU geboden rechtsmiddelen, met name de artikelen 258, 259, 260, 263, 265 en 266 VWEU.

(20) Deze overeenkomst is een internationaal publiekrechtelijk instrument en bevat als zodanig rechten en verplichtingen waarop het wederkerigheidsbeginsel van toepassing is. De instemming van elk van de overeenkomstsluitende partijen om door de bepalingen van deze overeenkomst gebonden te worden, is derhalve afhankelijk van de gelijkwaardige vervulling van de rechten en verplichtingen door elk van de overeenkomstsluitende partijen. Bijgevolg dient de niet-naleving door een overeenkomstsluitende partij van de verplichting tot overdracht van de bijdragen aan het Fonds tot gevolg te hebben dat de entiteiten waaraan op het grondgebied van die partij vergunning is verleend, van de toegang tot het Fonds worden uitgesloten. De afwikkelingsraad en het Hof van Justitie dienen bevoegd te zijn te bepalen of, casu quo te constateren dat een overeenkomstsluitende partij zijn verplichting tot overdracht van de bijdragen volgens de in deze overeenkomst vastgestelde procedures niet heeft nageleefd. De overeenkomstsluitende partijen erkennen dat het enige rechtsgevolg van niet-naleving door een overeenkomstsluitende partij van de verplichting tot overdracht van de bijdragen is dat die partij van financiering krachtens het Fonds wordt uitgesloten, en dat de verplichtingen die krachtens de overeenkomst op de andere overeenkomstsluitende partijen rusten, onverlet blijven.

(21) Deze overeenkomst voorziet in een mechanisme waardoor de deelnemende lidstaten zich ertoe verbinden gezamenlijk, onverwijld en met rente elke lidstaat die niet aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelneemt te vergoeden voor het bedrag dat de niet-deelnemende lidstaat heeft betaald in de vorm van eigen middelen en dat overeenkomt met het gebruik van de algemene begroting van de Unie in gevallen van niet-contractuele aansprakelijkheid en daarmee verbonden kosten, met betrekking tot de uitoefening van bevoegdheden door de instellingen van de Unie krachtens de GAM-verordening. Elke deelnemende lidstaat dient uit hoofde van deze regeling afzonderlijk en individueel, en dus niet hoofdelijk en gezamenlijk, aansprakelijk te zijn en derhalve dient elk van de deelnemende lidstaten slechts te worden aangesproken voor hun deel van de verplichting tot terugbetaling als bepaald conform deze overeenkomst.

(22) Geschillen tussen de overeenkomstsluitende partijen omtrent de uitlegging en toepassing van deze overeenkomst, waaronder geschillen die de naleving van de hierin neergelegde verplichtingen betreffen, dienen te worden voorgelegd aan het Hof van Justitie conform artikel 273 VWEU. Lidstaten die niet de euro als munt hebben en die geen partij bij deze overeenkomst zijn, moeten geschillen omtrent de uitlegging en de tenuitvoerlegging van de bepalingen van deze overeenkomst betreffende vergoeding wegens niet-contractuele aansprakelijkheid en daarmee verbonden kosten aan het Hof van Justitie kunnen voorleggen.

(23) De overdracht van bijdragen door overeenkomstsluitende partijen die aan het gemeenschappelijk toezichtmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme gaan deelnemen op een latere datum dan de datum van toepassing van deze overeenkomst, dient te geschieden conform het beginsel van gelijke behandeling met de op de datum van toepassing van deze overeenkomst aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en aan het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende overeenkomstsluitende partijen. De op de datum van toepassing van deze overeenkomst aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende overeenkomstsluitende partijen worden niet geacht de lasten te dragen van afwikkelingen waarvoor de nationale financieringsregelingen van de overeenkomstsluitende partijen die pas op een latere datum gaan deelnemen, geacht werden bij te dragen. Evenzo worden de laatstgenoemde niet geacht de kosten te dragen van afwikkelingen die zich voordoen vóór de datum waarop zij deelnemende lidstaten worden, waarvoor het Fonds dient te worden aangesproken.

(24) En cas de résiliation, conformément à l'article 7 du règlement (UE) n° 1024/2013, de la coopération rapprochée mise en place entre la BCE et une partie contractante dont la monnaie n'est pas l'euro, il devrait être procédé à une répartition équitable des contributions cumulées provenant de la partie contractante concernée, en tenant compte à la fois des intérêts de ladite partie contractante et des intérêts du Fonds. En conséquence, l'article 4, paragraphe 3, du règlement MRU énonce les modalités, les critères et la procédure en vertu desquels le CRU s'accorde avec l'Etat membre avec lequel la coopération rapprochée a été résiliée en ce qui concerne la récupération des contributions transférées par ledit Etat membre.

(25) Dans le plein respect des procédures et exigences prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, l'objectif des parties contractantes est d'intégrer le plus rapidement possible dans le cadre juridique de l'Union les dispositions de fond du présent accord, conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Sont convenues des dispositions suivantes :

TITRE I^{er}. — Objet et champ d'application

Article 1^{er}

1. Par le présent accord, les parties contractantes s'engagent à :

- a) transférer les contributions perçues au niveau national en vertu de la directive BRR et du règlement MRU au Fonds de résolution unique (ci-après dénommé "Fonds") créé par ledit règlement; et
- b) pendant une période transitoire courant de la date d'application du présent accord, définie en vertu de l'article 12, paragraphe 2, du présent accord, jusqu'à la date à laquelle le Fonds atteint le niveau cible fixé à l'article 68 du règlement MRU mais ne dépassant pas huit ans à partir de la date d'application du présent accord (ci après dénommée "période transitoire"), affecter les contributions perçues au niveau national conformément au règlement MRU et à la directive BRR à différents compartiments correspondant à chaque partie contractante. L'utilisation des compartiments fait l'objet d'une mutualisation progressive de manière à ce que les compartiments disparaissent à la fin de la période transitoire,

soutenant ainsi l'efficacité des opérations et le fonctionnement du Fonds.

2. Le présent accord s'applique aux parties contractantes dont les établissements sont soumis au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique, conformément aux dispositions pertinentes, respectivement, du règlement (UE) n° 1024/2013 et du règlement MRU (ci après dénommées "parties contractantes participant au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique").

TITRE II. — Cohérence et relation avec le droit de l'Union

Article 2

1. Le présent accord est appliqué et interprété par les parties contractantes conformément aux traités sur lesquels l'Union européenne est fondée et au droit de l'Union européenne, en particulier l'article 4, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne ainsi que la législation de l'Union relative à la résolution des établissements.

2. Le présent accord s'applique dans la mesure où il est compatible avec les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée et avec le droit de l'Union. Il ne porte pas atteinte aux compétences conférées à l'Union pour agir dans le domaine du marché intérieur.

3. Aux fins du présent accord, les définitions pertinentes visées à l'article 3 du règlement MRU s'appliquent.

TITRE III. — Transfert des contributions et compartiments

Article 3

Transfert des contributions

1. Les parties contractantes s'engagent conjointement à transférer au Fonds, de manière irrévocable, les contributions qu'elles perçoivent auprès des établissements agréés sur leur territoire respectif en vertu des articles 69 et 70 du règlement MRU, et conformément aux critères fixés auxdits articles et dans les actes délégués et actes d'exécution qui y sont visés. Le transfert des contributions a lieu conformément aux conditions fixées aux articles 4 à 10 du présent accord.

(24) Indien de nauwe samenwerking die is aangegaan tussen de ECB en een overeenkomstsluitende partij die niet de euro als munt heeft, conform artikel 7 van Verordening (EU) nr. 1024/2013 wordt beëindigd, dient een besluit tot eerlijke verdeling van de gecumuleerde bijdragen van de betrokken overeenkomstsluitende partij te worden genomen, waarbij zowel de belangen van de betrokken overeenkomstsluitende partij als de belangen van het Fonds in aanmerking moeten worden genomen. Dienovereenkomstig bevat artikel 4, lid 3, van de GAM-verordening de modaliteiten, de criteria en de procedure volgens dewelke de afwikkelingsraad met de bij de beëindiging van de nauwe samenwerking betrokken lidstaat overeenstemming dient te bereiken over de recuperatie van de door die lidstaat overgedragen bijdragen.

(25) Onverminderd de procedures en vereisten van de Verdragen waarop de Europese Unie gegrondvest is, bestaat het doel van de overeenkomstsluitende partijen erin de materiële bepalingen van deze overeenkomst zo snel mogelijk in het rechtskader van de Unie te doen opnemen, conform het VEU en het VWEU,

Zijn het volgende overeengekomen :

TITEL I. — Doel en toepassingsgebied

Artikel 1

1. Door middel van deze overeenkomst verbinden de overeenkomstsluitende partijen zich ertoe,

- a) de conform de BHA-richtlijn en de GAM-verordening op nationaal niveau geïnde bijdragen over te dragen aan het bij die verordening opgerichte gemeenschappelijk afwikkelingsfonds (het "Fonds"); en
- b) gedurende een overgangperiode die begint op de datum van toepassing van deze overeenkomst, als bepaald in artikel 12, lid 2, van deze overeenkomst en verstrikt op de datum waarop het Fonds het in artikel 68 van de GAM-verordening vastgestelde streefbedrag van de financiering bereikt, doch niet later dan acht jaar na de datum van toepassing van deze overeenkomst ("de overgangperiode"), de bijdragen die zij overeenkomstig de GAM-verordening en de BHA-verordening op nationaal niveau innen, toe te wijzen aan onderscheiden, met elk van de overeenkomstsluitende partijen overeenstemmende compartimenten. Het gebruik van de compartimenten wordt geleidelijk gemutualiseerd op zodanige wijze dat ze aan het einde van de overgangperiode ophouden te bestaan,

waardoor zij de doeltreffendheid van de activiteiten en de werking van het Fonds ondersteunen.

2. Deze overeenkomst is van toepassing op de overeenkomstsluitende partijen waarvan de instellingen onder het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme vallen, conform de toepasselijke bepalingen van respectievelijk Verordening (EU) nr. 1024/2013 en van de GAM-verordening (de overeenkomstsluitende partijen die aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemen).

TITEL II. — Consistentie met en verhouding tot het recht van de Unie

Artikel 2

1. Deze overeenkomst wordt door de overeenkomstsluitende partijen toegepast en uitgelegd conform de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrondvest en conform het recht van de Europese Unie, met name artikel 4, lid 3, van het VEU en de wetgeving van de Unie betreffende de afwikkeling van instellingen.

2. Deze overeenkomst is van toepassing voor zover zij verenigbaar is met de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrondvest en met het Unierecht. Zij doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Unie om te handelen op het gebied van de interne markt.

3. Voor de toepassing van deze overeenkomst gelden de toepasselijke definities van artikel 3 van de GAM-verordening.

TITEL III. — Overdracht van bijdragen en compartimenten

Artikel 3

Overdracht van bijdragen

1. De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich er gezamenlijk toe om de bijdragen die zij innen van de instellingen waaraan op hun respectieve grondgebied vergunning is verleend, onherroepelijk over te dragen aan het Fonds, uit hoofde van de artikelen 69 en 70 van de GAM-verordening en volgens de criteria die zijn neergelegd in die artikelen en in de in die artikelen bedoelde gedelegeerde en uitvoeringshandelingen. De overdracht van bijdragen geschiedt conform de in de artikelen 4 tot en met 10 van deze overeenkomst neergelegde voorwaarden.

2. Les parties contractantes transfèrent les contributions ex ante correspondant à chaque année au plus tard le 30 juin de l'année en question. Le premier transfert de contributions ex ante au Fonds aura lieu au plus tard le 30 juin 2016 ou, si le présent accord n'est pas entré en vigueur à cette date, au plus tard six mois après la date de son entrée en vigueur.

3. Les contributions perçues par les parties contractantes conformément aux articles 103 et 104 de la directive BRR avant la date d'application du présent accord sont transférées au Fonds au plus tard le 31 janvier 2016 ou, si le présent accord n'est pas entré en vigueur à cette date, au plus tard un mois après la date de son entrée en vigueur.

4. Tout montant déboursé par le dispositif de financement pour la résolution d'une partie contractante avant la date d'application du présent accord pour des mesures de résolution sur son territoire est déduit des contributions qui doivent être transférées au Fonds par ladite partie contractante conformément au paragraphe 3. Dans ce cas, la partie contractante en question reste tenue de transférer au Fonds un montant équivalent à celui qui aurait été nécessaire pour atteindre le niveau cible de son dispositif de financement pour la résolution, conformément à l'article 102 de la directive BRR et dans les délais que celle-ci prévoit.

5. Les parties contractantes transfèrent les contributions ex post immédiatement après leur perception.

Article 4 Compartiments

1. Au cours de la période transitoire, les contributions perçues au niveau national sont transférées au Fonds de manière à être affectées à des compartiments correspondant à chaque partie contractante.

2. La taille du compartiment de chaque partie contractante est égale au total des contributions à verser par les établissements agréés sur son territoire conformément aux articles 68 et 69 du règlement MRU et aux actes délégués et actes d'exécution qui y sont visés.

3. A la date d'entrée en vigueur du présent accord, le CRU établit, à titre d'information uniquement, une liste précisant la taille du compartiment de chaque partie contractante. Cette liste est mise à jour tous les ans pendant la période transitoire.

Article 5 Fonctionnement des compartiments

1. Lorsque, conformément aux dispositions applicables du règlement MRU, il est décidé de recourir au Fonds, le CRU est habilité à disposer des compartiments du Fonds de la manière suivante.

- a) Dans un premier temps, les coûts sont supportés par les compartiments correspondant aux parties contractantes dans lesquelles l'établissement ou le groupe soumis à une procédure de résolution est établi ou agréé. Lorsqu'un groupe transfrontalier est soumis à une procédure de résolution, les coûts sont répartis entre les différents compartiments correspondant aux parties contractantes dans lesquelles l'entreprise mère et les filiales sont établies ou agréées proportionnellement au montant des contributions que chaque entité du groupe soumis à la procédure de résolution a versé à son compartiment respectif par rapport au montant total des contributions que toutes les entités du groupe ont versé à leurs compartiments nationaux.

Lorsqu'une partie contractante dans laquelle l'entreprise mère ou une filiale est établie ou agréée estime que l'application du critère de répartition des coûts visé au premier alinéa se traduit par une grande asymétrie entre la répartition des coûts entre les compartiments et le profil de risque des entités concernées par la procédure de résolution, elle peut demander au CRU de prendre également en considération, sans tarder, les critères prévus à l'article 107, paragraphe 5, de la directive BRR. Si le CRU ne donne pas suite à la demande formulée par la partie contractante concernée, il explique publiquement sa position.

2. De overeenkomstsluitende partijen dragen de vooraf te betalen bijdragen die met een bepaald jaar overeenstemmen uiterlijk op 30 juni van dat jaar over. De initiële overdracht van vooraf te betalen bijdragen aan het Fonds geschiedt uiterlijk op 30 juni 2016 of, indien de overeenkomst op die datum nog niet in werking is getreden, uiterlijk zes maanden na de datum van inwerkingtreding.

3. De conform de artikelen 103 en 104 van de BHA-richtlijn vóór de datum van toepassing van deze overeenkomst door de overeenkomstsluitende partijen geïnde bijdragen worden uiterlijk op 31 januari 2016 aan het Fonds overgedragen of, indien de overeenkomst op die datum nog niet in werking is getreden, uiterlijk één maand na de datum van inwerkingtreding.

4. Elk bedrag dat voor de datum van toepassing van deze overeenkomst door de financieringsregeling voor de afwikkeling van de overeenkomstsluitende partij wordt uitbetaald in verband met afwikkelingsmaatregelen op haar grondgebied, wordt afgetrokken van de door die overeenkomstsluitende partij aan het in lid 3 bedoelde Fonds over te dragen bedragen. In dat geval blijft de betrokken overeenkomstsluitende partij gehouden een bedrag aan het Fonds over te dragen dat gelijk is aan het bedrag dat nodig zou zijn geweest om het streefbedrag van de voor haar geldende financieringsregeling voor de afwikkeling te bereiken, conform artikel 93 van de BHA-richtlijn en binnen de daarin vermelde termijnen.

5. De overeenkomstsluitende partijen dragen de achteraf te betalen bijdragen onmiddellijk na de inning ervan over.

Artikel 4 Compartimenten

1. Gedurende de overgangperiode worden de op nationaal niveau geïnde bijdragen aan het Fonds overgedragen op zodanige wijze dat zij worden toegewezen aan de met elk van de overeenkomstsluitende partijen overeenstemmende compartimenten.

2. De omvang van de compartimenten van elke overeenkomstsluitende partij is gelijk aan het totaal van de te betalen bijdragen door de instellingen waaraan op haar grondgebied vergunning is verleend uit hoofde van de artikelen 68 en 69 van de GAM-verordening en van de daarin bedoelde gedelegeerde en uitvoeringshandelingen.

3. De afwikkelingsraad stelt op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, louter voor informatieve doeleinden, een lijst op die de omvang van de compartimenten van elke overeenkomstsluitende partij nader omschrijft. Die lijst wordt gedurende de overgangperiode jaarlijks geactualiseerd.

Artikel 5 Werking van de compartimenten

1. Indien conform de toepasselijke bepalingen van de GAM-verordening wordt besloten een beroep op het Fonds te doen, is de afwikkelingsraad bevoegd om op de volgende manier gebruik te maken van de compartimenten van het Fonds :

- a) In eerste instantie worden de kosten gedragen door de compartimenten die overeenstemmen met de overeenkomstsluitende partijen waar de instelling of groep in afwikkeling is gevestigd of over een vergunning beschikt. Indien het om een grensoverschrijdende groep in afwikkeling gaat, worden de kosten verdeeld over de onderscheiden compartimenten die overeenstemmen met de overeenkomstsluitende partijen waar de moederonderneming en de dochterondernemingen zijn gevestigd of over een vergunning beschikken, naar rato van het relatieve bedrag van de bijdragen die elk van de entiteiten van de groep in afwikkeling aan het compartiment van de respectieve overeenkomstsluitende partij heeft geleverd met betrekking tot het totaalbedrag van de bijdragen die alle entiteiten van de groep aan hun nationale compartimenten hebben geleverd.

Indien een overeenkomstsluitende partij waar de moederonderneming of dochteronderneming is gevestigd of over een vergunning beschikt, oordeelt dat de toepassing van het in de eerste alinea bedoelde criterium voor de kostenverdeling leidt tot grote asymmetrie tussen de verdeling van de kosten over de compartimenten en het risicoprofiel van de bij de afwikkeling betrokken entiteiten, kan zij de afwikkelingsraad verzoeken om daarnaast onverwijld de in artikel 107, lid 5, van de BHA-richtlijn neergelegde criteria in aanmerking te nemen. Indien de afwikkelingsraad niet ingaat op het verzoek van de betrokken overeenkomstsluitende partij, licht hij zijn standpunt publiekelijk toe.

Il est recouru aux ressources financières disponibles dans les compartiments correspondant aux parties contractantes visées au premier alinéa à concurrence du coût imputé à chaque compartiment national en fonction des critères de répartition des coûts prévus aux premier et deuxième alinéas, de la manière suivante :

- au cours de la première année de la période transitoire, il est recouru à toutes les ressources financières disponibles dans lesdits compartiments;
- au cours des deuxième et troisième années de la période transitoire, il est recouru, respectivement, à 60 % et à 40 % des ressources financières disponibles dans lesdits compartiments;
- au cours des années suivantes de la période transitoire, la disponibilité des ressources financières se trouvant dans les compartiments correspondant aux parties contractantes concernées sera réduite, sur une base annuelle, de $6^{2/3}$ points de pourcentage.

Cette réduction annuelle de la disponibilité des ressources financières se trouvant dans les compartiments correspondant aux parties contractantes concernées est répartie uniformément par trimestre.

- b) Dans un deuxième temps, si les ressources financières disponibles dans les compartiments des parties contractantes concernées visées au point a) ne suffisent pas pour remplir la mission du Fonds visée à l'article 75 du règlement MRU, il est recouru aux ressources financières disponibles dans les compartiments du Fonds correspondant à l'ensemble des parties contractantes.

Les ressources financières disponibles dans les compartiments de l'ensemble des parties contractantes sont complétées, comme précisé au troisième alinéa du présent point, par les ressources financières restantes se trouvant dans les compartiments nationaux correspondant aux parties contractantes concernées par la procédure de résolution visées au point a).

Dans le cas d'une résolution de groupe transfrontalier, la répartition des ressources financières mises à disposition entre les compartiments des parties contractantes concernées en vertu des premier et deuxième alinéas du présent point suit la même clé de répartition des coûts entre eux, prévue au point a). Si l'établissement ou les établissements agréés dans l'une des parties contractantes concernées soumises à la résolution de groupe n'ont pas besoin de la totalité des ressources financières disponibles au titre du présent point b), les ressources financières disponibles non nécessaires au titre du présent point b) sont utilisées pour la résolution des entités agréées dans les autres parties contractantes concernées par la résolution de groupe.

Au cours de la période transitoire, il est recouru à tous les compartiments nationaux des parties contractantes, de la manière suivante :

- au cours des première et deuxième années de la période transitoire, il est recouru, respectivement, à 40 % et à 60 % des ressources financières disponibles dans lesdits compartiments;
- au cours des années suivantes de la période transitoire, la disponibilité des ressources financières se trouvant dans lesdits compartiments augmente chaque année de $6^{2/3}$ points de pourcentage.

Cette augmentation annuelle de la disponibilité des ressources financières dans l'ensemble des compartiments nationaux des parties contractantes est répartie uniformément par trimestre.

- c) Dans un troisième temps, si les ressources financières utilisées en application du point b) ne suffisent pas pour remplir la mission du Fonds visée à l'article 75 du règlement MRU, il est recouru à toute ressource financière restante se trouvant dans les compartiments correspondant aux parties contractantes concernées visées au point a).

Dans le cas d'une résolution de groupe transfrontalier, il est recouru aux compartiments des parties contractantes concernées qui n'ont pas fourni de ressources financières suffisantes au titre des points a) et b) en ce qui concerne la résolution d'entités agréées sur leur territoire. Les contributions provenant de chaque compartiment sont déterminées en fonction des critères de répartition des coûts prévus au point a).

Er wordt een beroep gedaan op de financiële middelen die beschikbaar zijn binnen de in de eerste alinea bedoelde met de overeenkomstsluitende partijen overeenstemmende compartimenten, tot op het niveau van de kosten die elk nationaal compartiment op grond van de in de eerste en tweede alinea beschreven criteria voor de kostenverdeling moet bijdragen, en wel op de volgende manier :

- gedurende het eerste jaar van de overgangperiode wordt een beroep gedaan op alle financiële middelen die binnen de genoemde compartimenten beschikbaar zijn;
- gedurende het tweede en het derde jaar van de overgangperiode wordt een beroep gedaan op 60 % respectievelijk 40 % van de financiële middelen die binnen de genoemde compartimenten beschikbaar zijn;
- gedurende de daaropvolgende jaren van de overgangperiode neemt de beschikbaarheid van de financiële middelen in de met de betrokken overeenkomstsluitende partijen overeenstemmende compartimenten jaarlijks af met $6^{2/3}$ procentpunten .

De bedoelde jaarlijkse afname van de beschikbaarheid van de financiële middelen in de met de betrokken overeenkomstsluitende partijen overeenstemmende compartimenten geschiedt gespreid in gelijke delen per kwartaal.

- b) In tweede instantie wordt, indien de financiële middelen die beschikbaar zijn in de in punt a) bedoelde compartimenten van de betrokken overeenkomstsluitende partijen niet volstaan voor het vervullen van de in artikel 75 van de GAM-verordening bedoelde opdracht van het Fonds, een beroep gedaan op de beschikbare financiële middelen in de compartimenten van het Fonds die met alle overeenkomstsluitende partijen overeenstemmen.

De in de compartimenten van alle overeenkomstsluitende partijen beschikbare financiële middelen worden, in dezelfde mate als bepaald in de derde alinea van het onderhavig punt, aangevuld met de resterende financiële middelen in de nationale compartimenten die overeenstemmen met de bij de afwikkeling betrokken overeenkomstsluitende partijen als bedoeld in punt a).

Indien het om een grensoverschrijdende groep in afwikkeling gaat, geschiedt de toewijzing van de ingevolge de eerste en tweede alinea van het onderhavig punt beschikbaar gestelde financiële middelen over de compartimenten van de betrokken overeenkomstsluitende partijen volgens dezelfde verdeelsleutel als die welke overeenkomstig punt a) voor de kostenverdeling is bepaald. Indien de instelling of instellingen waaraan in een van de bij de afwikkeling van een groep betrokken overeenkomstsluitende partijen een vergunning is verleend, niet het totale bedrag van de krachtens het onderhavige punt b) beschikbare financiële middelen nodig heeft, worden de krachtens het onderhavige punt b) beschikbare maar niet-benodigde middelen gebruikt in de afwikkeling van entiteiten waaraan vergunning is verleend op het grondgebied van de andere bij de afwikkeling van de groep betrokken overeenkomstsluitende partijen.

Gedurende de overgangperiode wordt een beroep gedaan op alle nationale compartimenten van de overeenkomstsluitende partijen, en wel op de volgende wijze :

- gedurende het eerste en het tweede jaar van de overgangperiode wordt een beroep gedaan op 40 % respectievelijk 60 % van de financiële middelen die binnen de genoemde compartimenten beschikbaar zijn;
- gedurende de daaropvolgende jaren van de overgangperiode neemt de beschikbaarheid van de financiële middelen in de genoemde compartimenten jaarlijks toe met $6^{2/3}$ procentpunten.

De bedoelde jaarlijkse toename van de beschikbaarheid van de financiële middelen in alle nationale compartimenten van de overeenkomstsluitende partijen geschiedt gespreid in gelijke delen per kwartaal.

- c) In derde instantie wordt, indien de volgens punt b) gebruikte financiële middelen niet volstaan om te voldoen aan de in artikel 75 van de GAM-verordening bedoelde opdracht van het Fonds, een beroep gedaan op de resterende financiële middelen in de compartimenten van het fonds die overeenstemmen met de betrokken overeenkomstsluitende partijen als bedoeld in punt a).

Indien het om een grensoverschrijdende groep in afwikkeling gaat, wordt een beroep gedaan op de compartimenten van de betrokken overeenkomstsluitende partijen die niet voldoende financiële middelen op grond van de punten a) en b) hebben verstrekt met betrekking tot de afwikkeling van entiteiten waaraan op hun grondgebied vergunning is verleend. De bijdragen van ieder compartiment worden bepaald volgens de in punt a) neergelegde criteria voor de kostenverdeling.

- d) Dans un quatrième temps, et sans préjudice des pouvoirs du CRU visés au point e), si les ressources financières visées au point c) ne suffisent pas pour couvrir les coûts d'une mesure de résolution donnée, les parties contractantes concernées visées au point a) transfèrent au Fonds les contributions ex post extraordinaires provenant des établissements agréés sur leur territoire, perçues conformément aux critères fixés à l'article 70 du règlement MRU.

Dans le cas d'une résolution de groupe transfrontalier, les contributions ex post sont transférées par les parties contractantes concernées qui n'ont pas fourni de ressources financières suffisantes au titre des points a) à c) en ce qui concerne la résolution d'entités agréées sur leur territoire.

- e) Si les ressources financières visées au point c) ne suffisent pas pour couvrir les coûts d'une mesure de résolution donnée, et tant que les contributions ex post extraordinaires visées au point d) ne sont pas immédiatement mobilisables, y compris pour des raisons liées à la stabilité des établissements concernés, le CRU peut exercer son pouvoir de contracter pour le Fonds des emprunts ou d'autres formes de soutien conformément aux articles 72 et 73 du règlement MRU, ou son pouvoir d'effectuer des transferts temporaires entre les compartiments conformément à l'article 7 du présent accord.

Dans les cas où le CRU décide d'exercer les pouvoirs visés au premier alinéa du présent point, les parties contractantes concernées visées au point d) transfèrent au Fonds les contributions ex post extraordinaires afin de rembourser les emprunts ou autres formes de soutien, ou le transfert temporaire entre les compartiments.

2. Les revenus des investissements réalisés avec les montants transférés au Fonds conformément à l'article 74 du règlement MRU sont affectés à chacun des compartiments au prorata de leurs ressources financières disponibles respectives, à l'exclusion de toute créance ou de tout engagement de paiement irrévocable aux fins de l'article 75 du règlement MRU attribuable à chaque compartiment. Les revenus des investissements liés aux opérations de résolution susceptibles d'être menées par le Fonds conformément à l'article 75 du règlement MRU sont affectés à chacun des compartiments au prorata de sa contribution respective à une mesure de résolution donnée.

3. Tous les compartiments sont fusionnés et disparaissent à la fin de la période transitoire.

Article 6

Transfert de contributions ex ante supplémentaires et niveau cible

1. Les parties contractantes veillent, le cas échéant, à reconstituer le Fonds au moyen de contributions ex ante, qui doivent être payées dans les délais prévus à l'article 68, paragraphes 2 et 3, et paragraphe 5, point a), du règlement MRU à concurrence d'un montant équivalent au montant requis pour atteindre le niveau cible fixé à l'article 68, paragraphe 1, du règlement MRU.

2. Au cours de la période transitoire, le transfert des contributions liées à la reconstitution est réparti entre les compartiments de la manière suivante :

- a) les parties contractantes concernées par la résolution transfèrent les contributions à la partie de leur compartiment qui n'a pas encore fait l'objet d'une mutualisation conformément à l'article 5, paragraphe 1, points a) et b);
- b) toutes les parties contractantes transfèrent les contributions à la partie de leur compartiment respectif faisant l'objet d'une mutualisation conformément à l'article 5, paragraphe 1, points a) et b).

Article 7

Transfert temporaire entre les compartiments

1. Sans préjudice des obligations prévues à l'article 5, paragraphe 1, points a) à d), les parties contractantes concernées par une procédure de résolution peuvent, pendant la période transitoire, demander au CRU d'utiliser temporairement la part non encore mutualisée des ressources financières disponibles dans les compartiments du Fonds qui correspondent aux autres parties contractantes. Dans ce cas, les parties contractantes concernées transfèrent ensuite au Fonds, avant la fin de la période transitoire, des contributions ex post extraordinaires d'un montant équivalent à celui qui a été versé à leurs compartiments, majoré des intérêts courus, afin de réalimenter les autres

- d) In vierde instantie en onverminderd de in punt e) bedoelde bevoegdheden van de afwikkelingsraad, worden, indien de in punt c) bedoelde financiële middelen niet volstaan om de kosten van een specifieke afwikkelingsmaatregel te dekken, door de in punt a) bedoelde betrokken overeenkomstsluitende partijen de buitengewone achteraf te betalen bijdragen die zij volgens de in artikel 70 van de GAM-verordening neergelegde criteria hebben geïnd bij de instellingen waaraan op hun respectieve grondgebied vergunning is verleend, aan het Fonds overgedragen.

Indien het om een grensoverschrijdende groep in afwikkeling gaat, worden de achteraf te betalen bijdragen overgedragen door de betrokken overeenkomstsluitende partijen die niet voldoende financiële middelen op grond van de punten a) tot en met c) hebben verstrekt met betrekking tot de afwikkeling van entiteiten waaraan op hun grondgebied vergunning is verleend.

- e) Indien de in punt c) bedoelde financiële middelen niet volstaan om de kosten van een specifieke afwikkelingsmaatregel te dekken, en zolang de in punt d) bedoelde buitengewone achteraf te betalen bijdragen niet onmiddellijk toegankelijk zijn, onder meer om redenen die verband houden met de stabiliteit van de betrokken instellingen, kan de afwikkelingsraad, gebruik maken van zijn bevoegdheid om conform de artikelen 72 en 73 van de GAM-verordening voor het Fonds leningen of andere vormen van steun af te sluiten, of van zijn bevoegdheid om conform artikel 7 van deze overeenkomst tot tijdelijke overdrachten tussen compartimenten te besluiten.

Indien de afwikkelingsraad besluit gebruik te maken van de in de eerste alinea van dit punt bedoelde bevoegdheden, dragen door de in punt d) bedoelde betrokken overeenkomstsluitende partijen de buitengewone achteraf te betalen bijdragen aan het Fonds over met het oog op de terugbetaling van de leningen of andere vormen van steun, of de tijdelijke overdracht tussen compartimenten.

2. De opbrengsten van de beleggingen van de conform artikel 74 van de GAM-verordening aan het Fonds overgedragen bedragen worden aan de onderscheiden compartimenten toegewezen naar rato van de respectieve beschikbare financiële middelen, met uitzondering van de aan de onderscheiden compartimenten toe te schrijven vorderingen en onherroepelijke betalingstoeverzeggingen voor de toepassing van artikel 75 van de GAM-verordening. De opbrengsten van de beleggingen van de afwikkelingsactiviteiten die het Fonds conform artikel 75 van de GAM-verordening kan verrichten, worden aan de onderscheiden compartimenten toegewezen naar rato van hun respectieve bijdrage aan een specifieke afwikkelingsmaatregel.

3. Alle compartimenten worden samengevoegd en houden op te bestaan na het verstrijken van de overgangperiode.

Artikel 6

Overdracht van aanvullende vooraf te betalen bijdragen en streefbedrag

1. De overeenkomstsluitende partijen zorgen ervoor dat, in voorkomend geval, het Fonds wordt aangevuld met vooraf te betalen bijdragen, die verschuldigd zijn binnen de in artikel 68, leden 2 en 3, en lid 5, punt a), van de GAM-verordening bedoelde termijnen, en dit voor een bedrag gelijk aan het bedrag dat nodig is om het in artikel 68, lid 1, van de GAM-verordening bedoelde streefbedrag te bereiken.

2. Gedurende de overgangperiode wordt de overdracht van bijdragen ter aanvulling van het fonds op de volgende manier verdeeld over de compartimenten :

- a) De bij de afwikkeling betrokken overeenkomstsluitende partijen dragen conform artikel 5, lid 1, punten a) en b), bijdragen over naar het gedeelte van hun compartiment dat nog niet is gemutualiseerd
- b) Alle overeenkomstsluitende partijen dragen conform artikel 5, lid 1, punten a) en b), bijdragen over naar het gedeelte van hun respectieve compartimenten die zijn gemutualiseerd.

Artikel 7

Tijdelijke overdracht tussen compartimenten

1. Onverminderd de in artikel 5, lid 1, punten a) tot en met d), bedoelde verplichtingen kunnen de bij de afwikkeling betrokken overeenkomstsluitende partijen gedurende de overgangperiode een verzoek richten aan de afwikkelingsraad om tijdelijk gebruik te mogen maken van de financiële middelen die beschikbaar zijn in het gedeelte van de met de andere overeenkomstsluitende partijen overeenstemmende compartimenten van het Fonds die nog niet zijn gemutualiseerd. In een dergelijk geval dragen de betrokken overeenkomstsluitende partijen nadien, vóór het verstrijken van de overgangperiode, aan het Fonds buitengewone achteraf te betalen bijdragen over voor

compartiments.

2. Le montant temporairement transféré de chacun des compartiments aux compartiments destinataires est proportionnel à leur taille, déterminée conformément à l'article 4, paragraphe 2, et n'excède pas 50 % des ressources financières disponibles non encore mutualisées au titre de chaque compartiment. Dans le cas d'une résolution de groupe transfrontalier, la répartition des ressources financières mises à disposition entre les compartiments des parties contractantes concernées en vertu du présent paragraphe suit la même clé de répartition des coûts entre eux, telle que prévue à l'article 5, paragraphe 1, point a).

3. Le CRU prend les décisions relatives aux demandes de transfert temporaire de ressources financières entre les compartiments visées au paragraphe 1 à la majorité simple de ses membres, en session plénière, comme indiqué à l'article 52, paragraphe 1, du règlement MRU. Dans sa décision relative à un transfert temporaire, le CRU précise le taux d'intérêt, la période de refinancement et les autres modalités et conditions applicables au transfert de ressources financières entre les compartiments.

4. La décision du CRU approuvant le transfert temporaire de ressources financières visée au paragraphe 3 ne peut entrer en vigueur qu'à la condition qu'aucune des parties contractantes depuis les compartiments desquelles le transfert a été fait n'émet d'objections dans un délai de quatre jours civils à compter de la date d'adoption de la décision.

Au cours de la période transitoire, le droit d'objection d'une partie contractante ne peut être exercé que si :

- elle est susceptible de demander que les ressources financières du compartiment national lui correspondant financent une opération de résolution à court terme ou si le transfert temporaire compromettrait l'application d'une mesure de résolution en cours sur son territoire;
- le transfert temporaire prendrait un montant supérieur à 25 % de sa part du compartiment national non encore mutualisée, conformément à l'article 5, paragraphe 1, points a) et b); ou
- elle considère que la partie contractante dont le compartiment bénéficie du transfert temporaire ne fournit pas de garanties de refinancement provenant de sources nationales ou ne bénéficie pas d'un soutien du MES conformément aux procédures convenues.

La partie contractante qui a l'intention d'émettre une objection était dûment que l'une des situations visées aux points a) à c) s'est produite.

Au cas où des objections sont soulevées conformément au présent paragraphe, la décision du CRU relative au transfert temporaire est adoptée en excluant les ressources financières des compartiments des parties contractantes ayant émis une objection.

5. Si un établissement d'une partie contractante depuis le compartiment de laquelle des ressources financières ont été transférées en vertu du présent article est soumis à une procédure de résolution, cette partie contractante peut demander au CRU de transférer du Fonds à son compartiment un montant équivalent à celui initialement transféré depuis ce compartiment. À la suite d'une telle demande, le CRU approuve immédiatement le transfert.

Dans ce cas, les parties contractantes qui ont initialement bénéficié de l'utilisation temporaire des ressources financières sont tenues de transférer au Fonds les montants affectés à la partie contractante concernée en application du premier alinéa, conformément aux modalités et conditions à spécifier par le Conseil.

6. Le CRU définit des critères généraux permettant de déterminer les conditions dans lesquelles le transfert temporaire de ressources financières entre les compartiments visé au présent article a lieu.

Article 8

Parties contractantes dont la monnaie n'est pas l'euro

1. Dans le cas où, à une date ultérieure à la date d'application du présent accord au titre de l'article 12, paragraphe 2, le Conseil de l'Union européenne adopte une décision abrogeant la dérogation dont fait l'objet une partie contractante dont la monnaie n'est pas l'euro, telle qu'elle est définie à l'article 139, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ou sa dérogation, telle qu'elle est visée dans le protocole n° 16 sur certaines dispositions relatives au Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le

un bedrag gelijk aan het door hun respectieve compartiment ontvangen bedrag, vermeerderd met de opgelopen rente, zodat de andere compartimenten terugbetaald worden.

2. Het tijdelijk uit elk van de compartimenten aan de ontvangende compartimenten overgedragen bedrag staat in verhouding tot hun omvang als bepaald op grond van artikel 4, lid 2, en is niet hoger dan 50 % van financiële middelen die beschikbaar zijn binnen elk compartiment dat nog niet is gemutualiseerd. Indien het om een grensoverschrijdende groep in afwikkeling gaat, geschiedt de toewijzing van de aldus beschikbaar gestelde middelen over de compartimenten van de betrokken overeenkomstsluitende partijen conform dit lid volgens dezelfde verdeelsleutel als die welke overeenkomstig artikel 5, lid 1, punt a), voor de kostenverdeling is bepaald.

3. De besluiten van de afwikkelingsraad over het in lid 1 bedoelde verzoek om een tijdelijke overdracht van financiële middelen tussen compartimenten worden genomen bij gewone meerderheid van de leden van zijn plenaire vergadering, als bepaald in artikel 52, lid 1, van de GAM-verordening. In zijn besluiten over een tijdelijke overdracht bepaalt de afwikkelingsraad de rentevoet, de terugbetalingstermijn en andere voorwaarden betreffende de overdracht van financiële middelen tussen compartimenten.

4. Het in lid 3 bedoelde besluit van de afwikkelingsraad over de tijdelijke overdracht van financiële middelen kan slechts in werking treden indien geen van de overeenkomstsluitende partijen waarvan de compartimenten voor de overdracht gebruikt worden, hiertegen bezwaar hebben gemaakt binnen een termijn van vier kalenderdagen vanaf de datum waarop het besluit is vastgesteld.

gedurende de overgangperiode kan een overeenkomstsluitende partij haar recht om bezwaar te maken alleen uitoefenen indien :

- zij de financiële middelen van het nationale compartiment zou kunnen nodig hebben om in de nabije toekomst een afwikkelingsoperatie te financieren of indien de tijdelijke overdracht het verrichten van een gaande afwikkeling op haar grondgebied in gevaar zou brengen,
- er voor de tijdelijke overdracht meer nodig is dan 25 % van haar gedeelte van het nationale compartiment dat nog niet is gemutualiseerd, conform artikel 5, lid 1, punten a) en b), of
- zij van oordeel is dat de overeenkomstsluitende partij waarvan het compartiment voordeel haalt uit de tijdelijke overdracht, geen waarborgen verstrekt tot terugbetaling uit nationale bronnen of met steun van het ESM, volgens overeengekomen procedures.

De overeenkomstsluitende partij die voornemens is bezwaar te maken, motiveert naar behoren of één van de in de punten a) tot en met c) bedoelde omstandigheden zich voordoen.

Indien conform dit lid bezwaar wordt gemaakt, wordt het besluit van de afwikkelingsraad betreffende de tijdelijke overdracht genomen met uitsluiting van de financiële middelen van de compartimenten van de bezwaar makende overeenkomstsluitende partijen.

5. Indien een instelling van een overeenkomstsluitende partij waarvan de financiële middelen van het compartiment uit hoofde van dit artikel voor een overdracht zijn gebruikt, wordt afgewikkeld, dan kan die overeenkomstsluitende partij de afwikkelingsraad verzoeken uit het Fonds naar haar compartiment een bedrag over te dragen dat gelijk is aan het oorspronkelijk uit dat compartiment overgedragen bedrag. Bij een dergelijk verzoek stemt de afwikkelingsraad onmiddellijk in met de overdracht.

In dat geval worden de overeenkomstsluitende partijen die oorspronkelijk voordeel gehaald hebben uit het tijdelijke gebruik van financiële middelen, aansprakelijk gesteld voor het overdragen aan het Fonds van de conform de eerste alinea aan de betrokken overeenkomstsluitende partij toegewezen bedragen, volgens de door de raad te bepalen voorwaarden.

6. De afwikkelingsraad formuleert algemene criteria ter bepaling van de voorwaarden waaronder de in dit artikel bedoelde tijdelijke overdracht van financiële middelen tussen compartimenten plaatsvindt.

Artikel 8

Overeenkomstsluitende partijen die niet de euro als munt hebben

1. Indien op een latere datum dan de datum van toepassing van deze overeenkomst conform artikel 12, lid 2, de Raad van de Europese Unie een besluit tot intrekking van de derogatie van een overeenkomstsluitende partij die niet de euro als munt heeft, als omschreven in artikel 139, lid 1, VWEU, dan wel tot intrekking van de ontheffing ervan, als bedoeld in het aan het VEU en het VWEU gehechte Protocol nr. 16 betreffende enkele bepalingen inzake Denemarken ("protocol betreffende enkele bepalingen inzake Denemarken"), of indien, bij

fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé "protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark") ou si, en l'absence d'une telle décision, une partie contractante dont la monnaie n'est pas l'euro adhère au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique, celle-ci transfère au Fonds la partie des contributions perçues sur son territoire qui équivaut à la part du total du niveau cible pour son compartiment national calculée conformément à l'article 4, paragraphe 2, donc un montant égal à celui qui aurait été transféré par la partie contractante concernée si elle avait participé au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique à compter de la date d'application du présent accord visée à l'article 12, paragraphe 2.

2. Tout montant déboursé par le dispositif de financement pour la résolution d'une partie contractante visé au paragraphe 1 pour des mesures de résolution sur son territoire est déduit de ceux qui doivent être transférés au Fonds par ladite partie contractante en vertu du paragraphe 1. Dans ce cas, la partie contractante en question reste tenue de transférer au Fonds un montant équivalent à celui qui aurait été nécessaire pour atteindre le niveau cible de son dispositif de financement pour la résolution, conformément à l'article 102 de la directive BRR et dans les délais que celle-ci prévoit.

3. Le CRU détermine, en accord avec la partie contractante concernée, le montant exact des contributions que celle-ci doit transférer, en vertu des critères énoncés aux paragraphes 1 et 2.

4. Les coûts de toute mesure de résolution engagée sur le territoire des parties contractantes dont la monnaie n'est pas l'euro avant la date à laquelle prend effet la décision abrogeant la dérogation, telle qu'elle est définie à l'article 139, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ou leur dérogation telle qu'elle est visée dans le protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark ou avant la date d'entrée en vigueur de la décision de la BCE relative à la coopération rapprochée visée à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1024/2013 ne sont pas supportés par le Fonds.

Si la BCE, dans son évaluation complète des établissements de crédit visée à l'article 7, paragraphe 2, point *b*), du règlement (UE) n° 1024/2013, estime que l'un des établissements des parties contractantes concernées est défaillant ou est susceptible de le devenir, les coûts de résolution pour les mesures de résolution concernant ces établissements de crédit ne sont pas supportés par le Fonds.

5. En cas de résiliation de la coopération rapprochée avec la BCE, les contributions récupérées par la partie contractante concernée par cette résiliation sont récupérées conformément à l'article 4, paragraphe 3, du règlement MRU.

La résiliation de la coopération rapprochée avec la BCE n'affecte pas les droits et obligations des parties contractantes découlant de mesures de résolution ayant eu lieu pendant la période où les parties contractantes concernées sont soumises au présent accord et qui concernent :

- le transfert des contributions ex post conformément à l'article 5, paragraphe 1, point *d*);
- la reconstitution du Fonds conformément à l'article 6; et
- le transfert temporaire entre les compartiments conformément à l'article 7.

Article 9

Respect des principes généraux et objectifs de la résolution

1. Le recours aux ressources mutualisées du Fonds et le transfert de contributions au Fonds sont subordonnés à l'existence d'un cadre juridique relatif à la résolution, dont les règles sont équivalentes à celles prévues dans le règlement MRU telles qu'elles sont énoncées ci-après, et qui produisent au moins les mêmes résultats que ces règles, sans qu'elles soient modifiées :

- a) les règles de procédure relatives à l'adoption d'un dispositif de résolution conformément à l'article 18 du règlement MRU;
- b) les règles relatives au processus décisionnel du CRU fixées aux articles 52 et 55 du règlement MRU;
- c) les principes généraux régissant la résolution énoncés à l'article 15 du règlement MRU, notamment les principes selon lesquels les actionnaires de l'établissement soumis à la procédure de résolution sont les premiers à supporter les pertes et les créanciers de l'établissement soumis à la procédure de résolution supportent les pertes après les actionnaires en fonction de l'ordre de priorité de leurs créances, consacrés au paragraphe 1, points *a*) et *b*), dudit article;

ontstentenis van een dergelijk besluit, een overeenkomstsluitende partij die niet de euro als munt heeft, gaat deelnemen aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk ontwikkelingsmechanisme, draagt deze partij aan het Fonds van de op haar grondgebied geïnde bijdragen een bedrag over dat gelijk is aan het gedeelte van het totale streefbedrag voor haar nationale compartiment, berekend volgens artikel 4, lid 2, en dat bijgevolg gelijk is aan het bedrag dat door de betrokken overeenkomstsluitende partij zou zijn overgedragen indien deze met ingang van de in artikel 12, lid 2, bedoelde toepassingsdatum van deze overeenkomst aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk ontwikkelingsmechanisme had deelgenomen.

2. Elk bedrag dat door de financieringsregeling voor de afwikkeling van een in lid 1 bedoelde overeenkomstsluitende partij wordt uitbetaald in verband met afwikkelingsmaatregelen op haar grondgebied, wordt afgetrokken van de uit hoofde van lid 1 door die overeenkomstsluitende partij aan het Fonds over te dragen bedragen. In dat geval blijft de betrokken overeenkomstsluitende partij gehouden een bedrag aan het Fonds over te dragen dat gelijk is aan het bedrag dat nodig zou zijn geweest om het in haar financieringsregeling voor de afwikkeling opgenomen streefbedrag te bereiken, conform artikel 102 van de BHA-richtlijn en binnen de daarin vermelde termijnen.

3. De afwikkelingsraad bepaalt, in overleg met de betrokken overeenkomstsluitende partij, het precieze bedrag van de door de partij te betalen bijdragen, volgens de in de leden 1 en 2 neergelegde criteria.

4. De kosten van afwikkelingsmaatregelen die op het grondgebied van de overeenkomstsluitende partijen die niet de euro als munt hebben, zijn ingesteld vóór de datum waarop het besluit tot intrekking van de derogatie, als omschreven in artikel 139, lid 1 VWEU, of tot intrekking van de ontheffing ervan, als bedoeld in protocol betreffende enkele bepalingen inzake Denemarken, van kracht wordt of vóór de datum van inwerkingtreding van het in artikel 7, lid 2, van Verordening (EU) nr. 1024/2013 bedoelde besluit van de ECB inzake nauwe samenwerking, worden niet gedragen door het Fonds.

Indien de ECB, in haar algehele beoordeling van de kredietinstellingen als bedoeld in artikel 7, lid 2, punt *b*), van Verordening (EU) nr. 1024/2013, oordeelt dat een van de kredietinstellingen van de betrokken overeenkomstsluitende partijen faalt of waarschijnlijk zal falen, worden de kosten van afwikkelingsmaatregelen in verband met die kredietinstellingen niet gedragen door het Fonds.

5. In geval van beëindiging van de nauwe samenwerking met de ECB worden de bijdragen die zijn overgedragen door de bij de beëindiging betrokken overeenkomstsluitende partij gerecupereerd overeenkomstig artikel 4, lid 3, van de GAM-verordening.

Beëindiging van de nauwe samenwerking met de ECB heeft geen gevolgen voor de rechten en verplichtingen van de overeenkomstsluitende partijen welke voortvloeien uit afwikkelingsmaatregelen die hebben plaatsgevonden in de periode waarin die overeenkomstsluitende partijen onder deze overeenkomst vielen en die betrekking hebben op :

- de overdracht van achteraf te betalen bijdragen op grond van artikel 5, lid 1, punt *d*);
- het aanvullen van het Fonds op grond van artikel 6; en
- de tijdelijke overdracht tussen compartimenten op grond van artikel 7.

Artikel 9

Eerbiediging van de algemene beginselen en doelstellingen van afwikkeling

1. Het gebruik van het Fonds op wederkerige basis en de overdracht van bijdragen aan het Fonds zijn onderworpen aan het permanent voorhanden zijn van een juridisch kader voor afwikkeling waarvan de regels gelijkwaardig zijn aan en ten minste hetzelfde resultaat opleveren als de volgende in de GAM-verordening neergelegde regels, zonder deze te wijzigen :

- a) de procedureregels betreffende de vaststelling van een afwikkelingsregeling als neergelegd in artikel 18 van de GAM-verordening;
- b) de regels voor de besluitvorming van de afwikkelingsraad als neergelegd in de artikelen 52 en 55 van de GAM-verordening;
- c) de algemene beginselen met betrekking tot afwikkeling als neergelegd in artikel 15 van de GAM-verordening, met name de beginselen dat de aandeelhouders van de instelling in afwikkeling de eerste verliezen dragen en dat de crediteuren van de instelling in afwikkeling na de aandeelhouders verliezen dragen volgens de rangorde van hun vorderingen, als neergelegd in lid 1, punten *a*) en *b*), van dat artikel;

d) les règles relatives aux instruments de résolution visés à l'article 22, paragraphe 2, du règlement MRU, notamment celles concernant l'application de l'instrument de renflouement interne décrit à l'article 27 dudit règlement et aux articles 43 et 44 de la directive BRR et les seuils spécifiques qui y sont établis en ce qui concerne l'affectation de pertes aux actionnaires et aux créanciers et la contribution du Fonds à une mesure de résolution particulière.

2. Lorsque les règles concernant la résolution visée au paragraphe 1, prévues dans le règlement MRU à la date de son adoption initiale, sont abrogées ou modifiées d'une autre manière contre la volonté de l'une des parties contractantes, y compris l'adoption de règles de renflouement interne d'une manière qui n'est pas équivalente ou qui ne produit pas au moins un résultat identique et pas moins strict que celui découlant de l'application du règlement MRU à la date de son adoption initiale, et que ladite partie contractante exerce les droits que lui confère le droit international public en ce qui concerne l'existence d'un changement fondamental des circonstances, toute autre partie contractante peut, sur la base de l'article 14 du présent accord, demander à la Cour de justice de vérifier l'existence d'un tel changement fondamental des circonstances et les conséquences qui en découlent, conformément au droit international public. Dans la requête qu'elle formule à cet effet, toute partie contractante peut demander à la Cour de justice de surseoir à l'exécution d'une mesure faisant l'objet d'un différend, auquel cas l'article 278 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les articles 160 à 162 du règlement de procédure de la Cour de justice sont applicables.

3. La procédure visée au paragraphe 2 du présent article ne préjuge pas de l'utilisation des voies de recours prévues au titre des articles 258, 259, 260, 263, 265 et 266 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ni ne l'affecte.

Article 10 Respect

1. Les parties contractantes prennent les mesures nécessaires dans leurs ordres juridiques nationaux pour veiller au respect de l'obligation qui leur incombe de transférer conjointement les contributions conformément au présent accord.

2. Sans préjudice du pouvoir de la Cour de justice en vertu de l'article 14 du présent accord, le CRU, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'une des parties contractantes, peut vérifier si une partie contractante n'a pas satisfait à l'obligation qui lui incombe de transférer les contributions au Fonds, prévue par le présent accord.

Si le CRU estime qu'une partie contractante n'a pas satisfait à l'obligation qui lui incombe de transférer les contributions, il fixe un délai dans lequel la partie contractante concernée doit prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ce manquement. Si la partie contractante concernée ne prend pas les mesures nécessaires pour mettre fin au manquement dans le délai fixé par le CRU, l'utilisation des compartiments de l'ensemble des parties contractantes conformément à l'article 5, paragraphe 1, point b), est exclue en ce qui concerne la résolution d'établissements agréés dans la partie contractante concernée. Cette exclusion cesse de s'appliquer à partir du moment où le CRU établit que la partie contractante concernée a pris les mesures nécessaires pour mettre fin au manquement.

3. Les décisions du CRU prises en vertu du présent article le sont à la majorité simple du président et des membres visés à l'article 43, paragraphe 1, point b), du règlement MRU.

TITRE IV. — Dispositions générales et finales

Article 11

Ratification, approbation ou acceptation et entrée en vigueur

1. Le présent accord est soumis à la ratification, à l'approbation ou à l'acceptation de ses signataires conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (ci après dénommé "dépositaire"). Le dépositaire notifie aux autres signataires le dépôt de chaque instrument et la date de ce dépôt.

2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation sont déposés par les signataires participant au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique qui représentent au moins 90 % du total des votes

d) de regels inzake de in artikel 22, lid 2, van de GAM-verordening bedoelde afwikkelingsinstrumenten, met name de regels inzake de toepassing van het instrument van bail-in als neergelegd in artikel 27 van die verordening en in de artikelen 43 en 44 van de BHA-richtlijn en de specifieke drempels die daarbij zijn vastgesteld in verband met het opleggen van verliezen aan aandeelhouders en crediteuren en in verband met de bijdrage van het Fonds aan een specifieke afwikkelingsmaatregel.

2. Indien de in lid 1 bedoelde regels inzake afwikkeling waarin wordt voorzien bij de GAM-verordening, als op de datum van de initiële vaststelling ervan, tegen de wil van eender welke van de overeenkomstsluitende partijen worden herroepen of anderszins gewijzigd, waaronder de vaststelling van bail-in-regels op een wijze die niet gelijkwaardig is aan, of ten minste niet hetzelfde en niet minder strenge resultaat oplevert als het resultaat dat voortvloeit uit de GAM-verordening als op de datum van de initiële vaststelling ervan, en die overeenkomstsluitende partij haar rechten uit hoofde van het internationaal publiekrecht met betrekking tot een wezenlijke verandering van omstandigheden uitoefent, kan elke overeenkomstsluitende partij het Hof van Justitie op grond van artikel 14 van deze overeenkomst verzoeken na te gaan of er een wezenlijke verandering van omstandigheden is ingetreden en welke de uit die verandering voortvloeiende gevolgen zijn, conform het internationaal publiekrecht. Elke overeenkomstsluitende partij kan in haar verzoek het Hof van Justitie vragen de uitvoering van een maatregel die het voorwerp van het geschil is, op te schorten, in welk geval artikel 278 VWEU en de artikelen 160 tot en met 162 van het Reglement voor de procesvoering van het Hof van Justitie van toepassing zijn.

3. De in lid 2 van dit artikel bedoelde procedure doet geen afbreuk aan en heeft geen gevolgen voor de rechtsmiddelen waarin in de artikelen 258, 259, 260, 263, 265 en 266 VWEU is voorzien.

Artikel 10 Naleving

1. De overeenkomstsluitende partijen nemen in hun nationale rechtsorde de maatregelen die nodig zijn tot naleving van hun verplichting om de bijdragen conform deze overeenkomst gezamenlijk over te dragen.

2. Onverminderd de bevoegdheid van het Hof van Justitie krachtens artikel 14 van deze overeenkomst, kan de afwikkelingsraad op eigen initiatief of op verzoek van een overeenkomstsluitende partij, oordelen of een overeenkomstsluitende partij haar verplichting tot overdracht van de bijdragen aan het bij deze overeenkomst ingestelde Fonds niet heeft nageleefd.

Indien de afwikkelingsraad oordeelt dat een overeenkomstsluitende partij niet heeft voldaan aan haar verplichting om de bijdragen over te dragen, stelt hij een termijn vast waarbinnen de betrokken overeenkomstsluitende partij de maatregelen dient te nemen die nodig zijn om een einde te maken aan de inbreuk. Indien de betrokken overeenkomstsluitende partij niet binnen de door de afwikkelingsraad gestelde termijn de maatregelen neemt die nodig zijn om een einde te maken aan de inbreuk, is het gebruik van de compartimenten van alle overeenkomstsluitende partijen, als bedoeld in artikel 5, lid 1, punt b), uitgesloten met betrekking tot de afwikkeling van instellingen waaraan in de betrokken overeenkomstsluitende partij vergunning is verleend. Die uitsluiting vervalt zodra de afwikkelingsraad oordeelt dat de betrokken overeenkomstsluitende partij de nodige maatregelen heeft genomen om een einde te maken aan de inbreuk.

3. Besluiten van de afwikkelingsraad op grond van dit artikel worden genomen bij gewone meerderheid van de voorzitter en de leden bedoeld in artikel 43, lid 1, punt b), van de GAM-verordening.

TITEL IV. — Algemene en slotbepalingen

Artikel 11

Bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding, en inwerkingtreding

1. Deze overeenkomst wordt door haar ondertekenaars bekrachtigd, goedgekeurd of aanvaard conform hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen. De akten van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding worden neergelegd bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie ("de depositaris"). De depositaris stelt de andere ondertekenaars in kennis van iedere neerlegging en van de datum waarop deze heeft plaatsgevonden.

2. Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na de datum waarop de akten van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding zijn neergelegd door aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende ondertekenaars die samen niet minder dan

pondérés de tous les Etats membres participant au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique, comme prévu par le protocole n° 36 sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Article 12 Application

1. Le présent accord s'applique aux parties contractantes qui ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation sous réserve que le règlement MRU soit déjà entré en vigueur.

2. Sous réserve du paragraphe 1 du présent article et pour autant qu'il soit entré en vigueur conformément à l'article 11, paragraphe 2, le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016 aux parties contractantes participant au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique qui ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date. Si le présent accord n'est pas entré en vigueur au 1^{er} janvier 2016, il s'applique à compter de sa date d'entrée en vigueur aux parties contractantes participant au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique qui ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

3. Le présent accord s'applique aux parties contractantes participant au mécanisme de surveillance unique et au mécanisme de résolution unique qui n'ont pas déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à la date d'application visée au paragraphe 2 à compter du premier jour du mois suivant le dépôt de leur instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation respectif.

4. Le présent accord ne s'applique pas aux parties contractantes qui ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation mais qui ne participent pas au mécanisme de surveillance unique ni au mécanisme de résolution unique à la date d'application du présent accord. Ces parties contractantes participent toutefois au compromis visé à l'article 14, paragraphe 2, à compter de la date d'application du présent accord aux fins de saisir la Cour de justice de tout différend concernant l'interprétation et l'application de l'article 15.

Le présent accord s'applique aux parties contractantes visées au premier alinéa à compter de la date de prise d'effet de la décision abrogeant la dérogation dont elles font l'objet, telle qu'elle est définie à l'article 139, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ou leur dérogation telle qu'elle est visée dans le protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark ou, en l'absence d'une telle décision, à compter de la date d'entrée en vigueur de la décision de la BCE mettant en place une coopération rapprochée visée à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1024/2013.

Sous réserve de son article 8, le présent accord cesse de s'appliquer aux parties contractantes qui ont mis en place une coopération rapprochée avec la BCE visée à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1024/2013 à compter de la date de résiliation de cette coopération rapprochée conformément à l'article 7, paragraphe 8, dudit règlement.

Article 13 Adhésion

Le présent accord est ouvert à l'adhésion des Etats membres autres que les parties contractantes. Sous réserve de l'article 8, paragraphes 1 à 3, l'adhésion prend effet au moment du dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du dépositaire, qui le notifie aux autres parties contractantes. Après authentification par les parties contractantes, le texte du présent accord dans la langue officielle de l'Etat membre adhérent, qui est aussi une langue officielle des institutions de l'Union, est déposé dans les archives du dépositaire en tant que texte authentique du présent accord.

Article 14 Règlement des différends

1. Lorsqu'une partie contractante n'est pas d'accord avec l'interprétation que fait une autre partie contractante d'une des dispositions du présent accord ou lorsqu'elle estime qu'une autre partie contractante n'a pas satisfait aux obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, elle peut saisir la Cour de justice. L'arrêt de la Cour de justice est contraignant à l'égard des parties à la procédure.

90 % vertegenwoordigen van de som van de gewogen stemmen van alle aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende lidstaten, als bepaald in het aan het VEU en het VWEU gehechte Protocol Nr. 36 betreffende de overgangsbepalingen.

Artikel 12 Toepassing

1. Deze overeenkomst is van toepassing onder de overeenkomstsluitende partijen die hun akte van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding neergelegd hebben op voorwaarde dat de GAM-verordening reeds in werking is getreden.

2. Behoudens lid 1 van dit artikel en op voorwaarde van inwerkingtreding conform artikel 11, lid 2, is deze overeenkomst met ingang van 1 januari 2016 van toepassing onder de aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende overeenkomstsluitende partijen die uiterlijk op die datum hun akte van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding neergelegd hebben. Indien deze overeenkomst niet uiterlijk op 1 januari 2016 in werking is getreden, is zij met ingang van de datum van inwerkingtreding van toepassing onder de aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemende overeenkomstsluitende partijen die uiterlijk op die datum hun akte van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding neergelegd hebben.

3. Deze overeenkomst is van toepassing op de overeenkomstsluitende partijen die aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemen maar die hun akte van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding niet uiterlijk op de in lid 2 bedoelde toepassingsdatum neergelegd hebben, met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de neerlegging van hun respectieve akte van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding.

4. Deze overeenkomst is niet van toepassing op de overeenkomstsluitende partijen die hun akte van bekrachtiging, goedkeuring of aanvaarding neergelegd hebben maar die niet uiterlijk op de toepassingsdatum van deze overeenkomst aan het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelnemen. Die overeenkomstsluitende partijen maken evenwel deel uit van het in artikel 14, lid 2, bedoelde compromis met ingang van de toepassingsdatum van deze overeenkomst wat betreft het voorleggen van geschillen omtrent de uitlegging en de tenuitvoerlegging van artikel 15 aan het Hof van Justitie.

Op de in de eerste alinea bedoelde overeenkomstsluitende partijen is zij van toepassing met ingang van de datum waarop het besluit tot opheffing van hun derogatie, als omschreven in artikel 139, lid 1 VWEU, of van hun ontheffing, als bedoeld in het Protocol betreffende enkele bepalingen inzake Denemarken van kracht wordt of, bij ontstentenis van een dergelijk besluit, met ingang van de datum van inwerkingtreding van het in artikel 7, lid 2, van Verordening (EU) nr. 1024/2013 bedoelde besluit van de ECB inzake nauwe samenwerking.

Behoudens artikel 8 houdt deze overeenkomst op van toepassing te zijn op de overeenkomstsluitende partijen die de in artikel 7, lid 2, van Verordening (EU) nr. 1024/2013 bedoelde nauwe samenwerking met de ECB zijn aangegaan met ingang van de datum waarop deze nauwe samenwerking conform artikel 7, lid 8, van die verordening wordt beëindigd.

Artikel 13 Toetreding

Deze overeenkomst staat open voor toetreding door andere lidstaten dan de overeenkomstsluitende partijen. Behoudens artikel 8, leden 1 tot en met 3, wordt de toetreding van kracht op de datum van de neerlegging van de akte van toetreding bij de depositaris, die de andere overeenkomstsluitende partijen hiervan in kennis stelt. Na waarmaking door de overeenkomstsluitende partijen wordt de tekst van deze overeenkomst in de officiële taal van de toetredende lidstaat die ook een officiële taal van de instellingen van de Unie is, neergelegd in het archief van de depositaris als een authentieke tekst van deze overeenkomst.

Artikel 14 Geschillenbeslechting

1. Indien een overeenkomstsluitende partij het oneens is met een andere overeenkomstsluitende partij over de uitlegging van een bepaling van deze overeenkomst of indien zij van mening is dat een andere overeenkomstsluitende partij haar verplichtingen krachtens deze overeenkomst niet heeft nageleefd, kan zij de zaak voorleggen aan het Hof van Justitie. Het arrest van het Hof van Justitie is bindend voor de partijen bij de procedure.

Si la Cour de justice reconnaît qu'une partie contractante n'a pas satisfait aux obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, la partie contractante concernée prend les mesures nécessaires pour respecter l'arrêt dans un délai à fixer par la Cour de justice. Dans le cas où la partie contractante concernée ne prend pas les mesures nécessaires pour mettre fin au manquement dans le délai fixé par la Cour de justice, l'utilisation des compartiments de l'ensemble des parties contractantes conformément à l'article 5, paragraphe 1, point b), est exclue pour les établissements agréés dans la partie contractante concernée.

2. Le présent article constitue un compromis entre les parties contractantes au sens de l'article 273 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

3. Les Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro et qui n'ont pas ratifié le présent accord peuvent notifier au dépositaire leur intention de participer au compromis visé au paragraphe 2 du présent article aux fins de saisir la Cour de justice de tout différend concernant l'interprétation et l'application de l'article 15. Le dépositaire communique la notification de l'Etat membre concerné aux parties contractantes, l'Etat membre concerné devient alors partie au compromis visé au paragraphe 2 du présent article aux fins décrites dans le présent paragraphe.

Article 15 Remboursement

1. Les parties contractantes s'engagent à rembourser conjointement, rapidement et avec intérêts à chaque Etat membre qui ne participe pas au mécanisme de surveillance unique ni au mécanisme de résolution unique (ci après dénommé "Etat membre non participant") le montant que cet Etat membre non participant a versé sur les ressources propres, correspondant à l'utilisation du budget général de l'Union au titre de la responsabilité non contractuelle et des coûts y afférents, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs des institutions de l'Union en vertu du règlement MRU.

2. Le montant de la contribution présumée de chaque Etat membre non participant au titre de la responsabilité non contractuelle et des coûts y afférents est fixé au prorata de leur revenu national brut respectif défini conformément à l'article 2, paragraphe 7, de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil (11) ou à tout acte de l'Union modifiant ou abrogeant cette décision.

3. Les coûts du remboursement sont répartis entre les parties contractantes au prorata de leur revenu national brut respectif défini conformément à l'article 2, paragraphe 7, de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil ou à tout acte de l'Union modifiant ou abrogeant cette décision.

4. Les Etats membres non participants sont remboursés aux dates des inscriptions aux comptes visées à l'article 9, paragraphe 1, du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil (12) ou à tout acte de l'Union modifiant ou abrogeant ce règlement des montants correspondant aux paiements effectués sur le budget de l'Union au titre de la responsabilité non contractuelle et des coûts y afférents, à la suite de l'adoption du budget rectificatif s'y rapportant.

Tous les intérêts sont calculés conformément aux dispositions relatives aux intérêts sur les montants mis à disposition tardivement applicables aux ressources propres de l'Union. Les montants sont convertis des monnaies nationales en euros à un taux de change fixé conformément à l'article 10, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil ou à tout acte de l'Union modifiant ou abrogeant ce règlement.

5. La Commission coordonne toute mesure de remboursement des parties contractantes conformément aux critères fixés aux paragraphes 1 à 3. Le rôle de coordination de la Commission inclut le calcul de la base sur laquelle les paiements doivent être effectués, la communication aux parties contractantes d'avis demandant que les paiements soient effectués et le calcul des intérêts.

Article 16 Réexamen

1. Au plus tard dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, puis tous les dix huit mois, le CRU évalue la mise en œuvre du présent accord, et en particulier le bon fonctionnement de l'utilisation des ressources mutualisées du Fonds, ainsi que son incidence sur la stabilité financière et le marché intérieur, et présente un rapport y afférent au Parlement européen et au Conseil.

Indien het Hof van Justitie oordeelt dat een overeenkomstsluitende partij haar verplichtingen krachtens deze overeenkomst niet heeft nageleefd, neemt de betrokken overeenkomstsluitende partij binnen een door het Hof van Justitie te bepalen termijn de maatregelen die nodig zijn ter uitvoering van het arrest. Indien de betrokken overeenkomstsluitende partij niet de maatregelen neemt die nodig zijn om een einde te maken aan de inbreuk binnen de door het Hof van Justitie gestelde termijn, is het gebruik van de compartimenten van alle overeenkomstsluitende partijen, als bedoeld in artikel 5, lid 1, punt b), uitgesloten met betrekking tot instellingen die in de betrokken overeenkomstsluitende partij over een vergunning beschikken.

2. Dit artikel vormt een compromis tussen de overeenkomstsluitende partijen in de zin van artikel 273 VWEU.

3. Lidstaten die niet de euro als munt hebben en die deze overeenkomst niet bekrachtigd hebben, kunnen de depositaris kennis geven van hun voornemen om deel uit te maken het in lid 2 van dit artikel bedoelde compromis wat betreft het voorleggen van geschillen omtrent de uitlegging en de tenuitvoerlegging van artikel 15 aan het Hof van Justitie. De depositaris deelt de kennisgeving van de betrokken lidstaat mee aan de overeenkomstsluitende partijen, waarop de betrokken lidstaat partij wordt bij het in lid 2 van dit artikel bedoelde compromis voor de toepassing van dit lid.

Artikel 15 Vergoeding

1. De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich ertoe gezamenlijk, onverwijld en met rente elke lidstaat die niet aan het gemeenschappelijk toezichtmechanisme en het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme deelneemt ("niet-deelnemende lidstaat") te vergoeden voor het bedrag dat die niet-deelnemende lidstaat heeft betaald in de vorm van eigen middelen en dat overeenkomt met het gebruik van de algemene begroting van de Unie in gevallen van niet-contractuele aansprakelijkheid en daarmee verbonden kosten, met betrekking tot de uitoefening van bevoegdheden door de instellingen van de Unie krachtens de GAM-verordening.

2. Het bedrag dat elke niet-deelnemende lidstaat wordt geacht te hebben bijgedragen voor de niet-contractuele aansprakelijkheid en de daarmee verbonden kosten, wordt vastgesteld naar rato van zijn bruto nationaal inkomen als vastgesteld conform artikel 2, lid 7, van Besluit 2007/436/EG, Euratom (11) of een latere handeling van de Unie tot wijziging of intrekking van dat besluit.

3. De kosten van de vergoeding worden over de overeenkomstsluitende partijen verdeeld naar rato van het gewicht van hun respectieve bruto nationaal inkomen, als vastgesteld conform artikel 2, lid 7, van Besluit 2007/436/EG, Euratom van de Raad of een latere handeling van de Unie tot wijziging of intrekking van dat besluit.

4. De niet-deelnemende lidstaten worden vergoed op de data waarop de bedragen welke overeenkomen met de betalingen die uit de begroting van de Unie worden verricht ter vergoeding van de niet-contractuele aansprakelijkheid en de daarmee verbonden kosten, worden opgenomen in de boekhouding als bedoeld in artikel 9, lid 1, van Verordening (EG, Euratom) nr. 1150/2000 van de Raad (12) of in een latere handeling van de Unie tot wijziging of intrekking van die verordening, na vaststelling van de desbetreffende gewijzigde begroting.

Mogelijke rente wordt berekend volgens de bepalingen inzake achterstandsrente van toepassing op de eigen middelen van de Unie. De omrekening van bedragen tussen nationale valuta en euro geschiedt tegen de wisselkoers als bepaald conform artikel 10, lid 3, eerste alinea van Verordening (EG, Euratom) nr. 1150/2000 van de Raad of een latere handeling van de Unie tot wijziging of intrekking van die verordening.

5. De Commissie coördineert alle vergoedingsmaatregelen van de overeenkomstsluitende partijen volgens de in de leden 1 tot en met 3 neergelegde criteria. De coördinerende rol van de Commissie bestaat er onder meer in dat zij berekent op welke basis betalingen dienen te worden verricht, dat zij de overeenkomstsluitende partijen in kennis stelt van te verrichten betalingen en dat zij rente berekent.

Artikel 16 Evaluatie

1. Binnen uiterlijk twee jaar na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, en vervolgens om de 18 maanden, evalueert de afwikkelingsraad de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst en met name de goede werking van het wederkerig gebruik van het Fonds en de effecten ervan op de financiële stabiliteit en de interne markt. Hij brengt hierover verslag uit aan het Europees Parlement en de Raad.

2. Au plus tard dans un délai de dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, sur la base de l'évaluation de l'expérience acquise dans le cadre de sa mise en œuvre qui figure dans les rapports élaborés par le CRU conformément au paragraphe 1, les mesures nécessaires sont prises, conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en vue d'intégrer le contenu du présent accord dans le cadre juridique de l'Union.

Fait à Bruxelles le 21 mai 2014, en un seul exemplaire original, dont les versions en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, irlandaise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque font également foi, et déposé dans les archives du dépositaire qui en transmet une copie certifiée conforme à chacune des parties contractantes.

DECLARATIONS D'INTENTION DES PARTIES CONTRACTANTES ET DES OBSERVATEURS DE LA CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE QUI SONT MEMBRES DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE DEVANT ETRE DEPOSEES AVEC L'ACCORD

Déclaration n° 1

Dans le respect total des exigences procédurales établies par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, les parties contractantes et les observateurs de la conférence intergouvernementale qui sont membres du Conseil de l'Union européenne déclarent que leur objectif et leur intention sont que, à moins qu'elles n'en conviennent toutes autrement :

- l'article 4, paragraphe 3, du règlement MRU à la date de son adoption initiale ne soit pas abrogé ou modifié;
- les principes et les règles relatifs à l'instrument de renflouement interne ne soient pas abrogés ou modifiés d'une manière qui ne serait pas équivalente ou qui ne produirait pas au moins un résultat identique et pas moins strict que celui découlant de l'application du règlement MRU à la date de son adoption initiale.

Déclaration n° 2

Les signataires de l'accord intergouvernemental concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fond de résolution unique déclarent qu'ils s'emploieront à mener à bien son processus de ratification conformément à leurs exigences légales nationales respectives en temps utile pour que le mécanisme de résolution unique soit pleinement opérationnel d'ici le 1^{er} janvier 2016.

Notes

(1) Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles uniformes et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil.

(2) Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 (JO L 176 du 27.6.2013, p. 1).

(3) Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE (JO L 176 du 27.6.2013, p. 338).

(4) Règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 12).

(5) Règlement (UE) n° 1094/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/79/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 48).

2. Binnen uiterlijk tien jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst worden, op grond van de bij de tenuitvoerlegging ervan opgedane ervaring als opgetekend in de conform lid 1 opgestelde verslagen van de afwikkelingsraad, de nodige stappen ondernomen, conform het VEU en het VWEU, om de inhoud van deze overeenkomst in het rechtskader van de Unie op te nemen.

Deze overeenkomst, opgesteld te Brussel op 21 mei 2014 in één exemplaar in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Ise, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische, en de Zweedse taal, waarbij alle teksten gelijkelijk authentiek zijn, wordt neergelegd in het archief van de depositaris, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift doet toekomen aan elk van de overeenkomstsluitende partijen.

TEGELIJK MET DE OVEREENKOMST TE DEPONEREN INTENTIE-VERKLARINGEN VAN DE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJEN EN WAARNEMERS VAN DE INTERGOUVERNEMENTELE CONFERENTIE DIE LID ZIJN VAN DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE

Verklaring nr. 1 :

Onverminderd de procedurele vereisten van de Verdragen waarop de Europese Unie gegrondvest is, wijzen de overeenkomstsluitende partijen en waarnemers van de intergouvernementele conferentie die lid zijn van de Raad van de Europese Unie erop dat het hun streven en voornemen is, tenzij zij met algemene stemmen anderszins overeenkomen, dat :

- artikel 4, lid 3, van de GAM-verordening, als op de datum van de initiële vaststelling ervan niet wordt herroepen of gewijzigd;
- de beginselen en regels betreffende het instrument van bail-in niet worden herroepen of gewijzigd op een wijze die niet gelijkwaardig is aan, of ten minste, niet hetzelfde en niet minder strenge resultaat oplevert als het resultaat dat voortvloeit uit de GAM-verordening als op de datum van de initiële vaststelling ervan.

Verklaring nr. 2 :

De ondertekenaars van de intergouvernementele overeenkomst betreffende overdracht en mutualisatie van de bijdragen aan het gemeenschappelijk afwikkelingsfonds verklaren dat zij ernaar zullen streven het bekrachtigingsproces tijdig te voltooien overeenkomstig hun respectieve nationale wettelijke vereisten, zodat het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme uiterlijk op 1 januari 2016 volledig operationeel kan zijn.

Nota's

(1) Verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van eenvormige regels en een eenvormige procedure voor de afwikkeling van kredietinstellingen en bepaalde beleggingsondernemingen in het kader van een gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme en een gemeenschappelijk afwikkelingsfonds en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1093/2010 van het Europees Parlement en de Raad.

(2) Verordening (EU) nr. 575/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012 (PB L 176 van 27.6.2013, blz. 1).

(3) Richtlijn 2013/36/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende toegang tot het bedrijf van kredietinstellingen en het prudentieel toezicht op kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, tot wijziging van Richtlijn 2002/87/EG en tot intrekking van de Richtlijnen 2006/48/EG en 2006/49/EG (PB L 176 van 27.6.2013, blz. 338).

(4) Verordening (EU) nr. 1093/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 tot oprichting van een Europese toezichthoudende autoriteit (Europese Bankautoriteit), tot wijziging van Besluit nr. 716/2009/EG en tot intrekking van Besluit 2009/78/EG van de Commissie (PB L 331 van 15.12.2010, blz. 12).

(5) Verordening (EU) nr. 1094/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 tot oprichting van een Europese toezichthoudende autoriteit (Europese Autoriteit voor verzekeringen en bedrijfspensioenen), tot wijziging van Besluit nr. 716/2009/EG en tot intrekking van Besluit 2009/79/EG van de Commissie (PB L 331 van 15.12.2010, blz. 48).

(6) Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84).

(7) Règlement (UE) n° 1092/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relatif à la surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union européenne et instituant un Comité européen du risque systémique (JO L 331 du 15.12.2010, p. 1).

(8) Règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013 confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit (JO L 287 du 29.10.2013, p. 63).

(9) Directive du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012, du Parlement européen et du Conseil.

(10) Règlement de procédure de la Cour de justice du 25 septembre 2012 (JO L 265 du 29.9.2012, p. 1), y compris toute modification ultérieure.

(11) Décision du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17).

(12) Règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil du 22 mai 2000 portant application de la décision 2007/436/CE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 130 du 31.5.2000, p. 1), y compris toute modification ultérieure.

(6) Verordening (EU) nr. 1095/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 tot oprichting van een Europese toezichthoudende autoriteit (Europese Autoriteit voor effecten en markten), tot wijziging van Besluit nr. 716/2009/EG en tot intrekking van Besluit 2009/77/EG van de Commissie (PB L 331 van 15.12.2010, blz. 84).

(7) Verordening (EU) nr. 1092/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 betreffende macroprudentieel toezicht van de Europese Unie op het financiële stelsel en tot oprichting van een Europees Comité voor systeemrisico's (PB L 331 van 15.12.2010, blz. 1).

(8) Verordening (EU) nr. 1024/2013 van de Raad van 15 oktober 2013 waarbij aan de Europese Centrale Bank specifieke taken worden opgedragen betreffende het beleid inzake het prudentieel toezicht op kredietinstellingen (PB L 287 van 29.10.2013, blz. 63).

(9) Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EG van de Raad en Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad.

(10) Reglement voor de procesvoering van het Hof van Justitie van 25 september 2012 (PB L 265 van 29.9.2012, blz. 1), met inbegrip van de latere wijzigingen daarvan.

(11) Besluit van de Raad van 7 juni 2007 betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Gemeenschappen (PB L 163 van 23.6.2007, blz. 17).

(12) Verordening (EG, Euratom) nr. 1150/2000 van de Raad van 22 mei 2000 houdende toepassing van Besluit 2007/436/EG, Euratom betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Gemeenschappen (PB L 130 van 31.5.2000, blz. 1), met inbegrip van latere wijzigingen.

Liste des Etats liés

Etats/Organisations	Date authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée vigueur local
Allemagne	21/05/2014	notification	28/10/2015	
Autriche	21/05/2014	notification	17/11/2015	
Belgique	21/05/2014	notification	27/11/2015	
Bulgarie	21/05/2014	notification		
Chypre	21/05/2014	notification	14/10/2015	
Croatie	21/05/2014	notification		
Danemark	21/05/2014	notification		
Espagne	21/05/2014	notification	15/10/2015	
Estonie	21/05/2014	notification	25/11/2015	
Finlande	21/05/2014	notification	13/05/2015	
France	21/05/2014	notification	19/06/2015	
Grèce	21/05/2014	notification	04/12/2015	
Hongrie	21/05/2014	notification		
Irlande	21/05/2014	notification	26/11/2015	
Italie	21/05/2014	notification	30/11/2015	
Lettonie	21/05/2014	notification	04/12/2014	
Lituanie	21/05/2014	notification	25/11/2015	
Luxembourg	21/05/2014	notification		
Malte	21/05/2014	notification	30/11/2015	
Pays-Bas	21/05/2014	notification	11/11/2015	
Pologne	21/05/2014	notification		
Portugal	21/05/2014	notification	23/10/2015	
Roumanie	21/05/2014	notification		
Slovaquie	21/05/2014	notification	04/02/2015	
Slovénie	21/05/2014	notification	25/11/2015	
Tchèque Rep.	21/05/2014	notification		

Lijst van de gebonden staten

Staten	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum inwerkingtreding
België	21/05/2014	Kennisgeving	27/11/2015	
Bulgarije	21/05/2014	Kennisgeving		
Cyprus	21/05/2014	Kennisgeving	14/10/2015	
Denemarken	21/05/2014	Kennisgeving		
Duitsland	21/05/2014	Kennisgeving	28/10/2015	
Estland	21/05/2014	Kennisgeving	25/11/2015	
Finland	21/05/2014	Kennisgeving	13/05/2015	
Frankrijk	21/05/2014	Kennisgeving	19/06/2015	
Griekenland	21/05/2014	Kennisgeving	04/12/2015	
Hongarije	21/05/2014	Kennisgeving		
Ierland	21/05/2014	Kennisgeving	26/11/2015	
Italië	21/05/2014	Kennisgeving	30/11/2015	
Kroatie	21/05/2014	Kennisgeving		
Letland	21/05/2014	Kennisgeving	04/12/2014	
Litouwen	21/05/2014	Kennisgeving	25/11/2015	
Luxemburg	21/05/2014	Kennisgeving		
Malta	21/05/2014	Kennisgeving	30/11/2015	
Nederland	21/05/2014	Kennisgeving	11/11/2015	
Oostenrijk	21/05/2014	Kennisgeving	17/11/2015	
Polen	21/05/2014	Kennisgeving		
Portugal	21/05/2014	Kennisgeving	23/10/2015	
Roemenië	21/05/2014	Kennisgeving		
Slovakije	21/05/2014	Kennisgeving	04/02/2015	
Slovenië	21/05/2014	Kennisgeving	25/11/2015	
Spanje	21/05/2014	Kennisgeving	15/10/2015	
Tsjechische Rep.	21/05/2014	Kennisgeving		

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2015/11524]

26 DECEMBRE 2015. — Loi modifiant la loi du 17 juillet 2013 relative aux volumes nominaux minimaux de biocarburants durables qui doivent être incorporés dans les volumes de carburants fossiles mis annuellement à la consommation (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 5 de la loi du 17 juillet 2013 relative aux volumes nominaux minimaux de biocarburants durables qui doivent être incorporés dans les volumes de carburants fossiles mis annuellement à la consommation les 1^o et 2^o sont remplacés par ce qui suit :

"1^o catégorie A : tous les biocarburants durables pour lesquels des normes européennes ou belges existent.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2015/11524]

26 DECEMBER 2015. — Wet houdende wijziging van de wet van 17 juli 2013 houdende de minimale nominale volumes duurzame biobrandstoffen die de volumes fossiele motorbrandstoffen die jaarlijks tot verbruik worden uitgeslagen, moeten bevatten (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van Grondwet.

Art. 2. In artikel 5 van de wet van 17 juli 2013 houdende de minimale nominale volumes duurzame biobrandstoffen die de volumes fossiele motorbrandstoffen die jaarlijks tot verbruik worden uitgeslagen, moeten bevatten worden de bepalingen onder 1^o en 2^o vervangen als volgt :

"1^o categorie A : alle duurzame biobrandstoffen waarvoor Europese of Belgische normen bestaan.

2° catégorie B: tous les biocarburants durables pour lesquels il n'existe pas de normes européennes ou belges. Les biocarburants durables de la présente catégorie sont acceptés à condition qu'un dossier technique complet contenant toutes les données pertinentes prouvant qu'ils sont conformes aux dispositions de la Directive 2009/30/CE soit préalablement fourni à la Direction générale de l'Energie et qu'il soit approuvé par le ministre."

Art. 3. L'article 7 de la même loi, partiellement annulé par l'arrêt n° 52/2015 de la Cour constitutionnelle, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 7. § 1. Toute société mettant à la consommation de l'essence E5, de l'essence E10 et/ou du diesel, doit garantir et prouver que les volumes mis en consommation au cours de l'année civile contiennent au minimum un volume nominal de biocarburants durables comme défini dans les articles 4 et 5.

§ 2. Toute société est tenue de garantir et de prouver que le volume de chaque type de diesel mis en consommation annuellement contient au moins un volume nominal de l'EMAG correspondant à un pourcentage égal au pourcentage maximal fixé par la norme NBN EN 590 moins 1 (une) unité.

§ 3. Le volume nominal annuel d'EMAG imposé dans le § 2 doit contenir au moins un volume réel correspondant à un pourcentage en EMAG égal au pourcentage maximal fixé par la norme NBN EN 590 moins 2 (deux) unités.

§ 4. Le volume nominal annuel d'EMAG imposé dans le § 2 peut être partiellement ou totalement remplacé par un biocarburant durable appartenant à la catégorie A ou B, à condition que le volume remplacé ait au moins une valeur énergétique équivalente à celle du volume d'EMAG remplacé.

§ 5. Au cas où l'EMAG est remplacé partiellement ou totalement par un biocarburant durable appartenant à la catégorie A ou B, le volume nominal annuel imposé dans le § 4 doit contenir au moins un volume réel de ce biocarburant durable ayant une valeur énergétique équivalente à un volume réel d'EMAG remplacé.

§ 6. Toute société est tenue de garantir et de prouver que le volume de chaque type d'essence mis à la consommation annuellement contient au moins un volume nominal de bioéthanol, pur ou sous la forme de bio-ETBE, correspondant à un pourcentage égal au pourcentage maximal fixé par la norme NBN EN 228 moins 1 (une) unité.

§ 7. Le volume nominal annuel de bioéthanol imposé dans le § 6 doit contenir au moins un volume réel correspondant à un pourcentage en bioéthanol égal au pourcentage maximal fixé par la norme NBN EN 228 moins 2 (deux) unités.

§ 8. Le volume nominal annuel de bioéthanol imposé dans le § 6 peut être partiellement ou totalement remplacé par un biocarburant durable appartenant à la catégorie A ou B, à condition que le volume remplacé ait au moins une valeur énergétique équivalente à celle du volume de bioéthanol remplacé.

§ 9. Au cas où le bioéthanol est remplacé partiellement ou totalement par un biocarburant durable appartenant à la catégorie A ou B, le volume nominal annuel imposé dans le § 8 doit contenir au moins un volume réel de ce biocarburant durable ayant une valeur énergétique équivalente à un volume réel de bioéthanol remplacé.

§ 10. Les volumes nominaux annuels imposés dans les §§ 2 et 4 pour les différents types de diesel et dans les §§ 6 et 8 pour les différents types d'essence, peuvent partiellement être remplacés par au maximum des volumes nominaux d'un biocarburant durable de catégorie C qui, après l'application du facteur multiplicateur par deux, sont l'équivalent de 1,5 % d'un biocarburant durable de la catégorie A ou B, exprimé en valeur énergétique.

§ 11. Les facteurs de conversion des pourcentages volumiques et de leurs équivalents en valeurs énergétiques sont ceux repris dans l'annexe III de la Directive 2009/28/CE.

§ 12. Lorsqu'une société disposant d'un numéro d'accise en Belgique vend sur le marché belge à une autre société disposant d'un numéro d'accises en Belgique sous régime de suspension de droits, de l'essence et/ou du diesel, elle a l'obligation, à la demande de cette dernière, de lui fournir une déclaration attestant de la présence du biocarburant ainsi que les preuves de durabilité au sens de l'article 4.

§ 13. Les quantités de biocarburants durables vendues sous régime de suspension de droit, doivent être déduites de la déclaration du vendeur et comptabilisées dans la déclaration de l'acheteur si ce dernier est effectivement le metteur à la consommation."

2° categorie B: alle duurzame biobrandstoffen waarvoor geen Europese of Belgische normen bestaan. De duurzame biobrandstoffen van deze categorie worden aanvaard op voorwaarde dat een volledig technisch dossier, dat alle relevante gegevens bevat en dat aantoonde dat ze conform zijn met de bepalingen van Richtlijn 2009/30/EG, op voorhand wordt bezorgd aan de Algemene Directie Energie en dat het goedgekeurd wordt door de minister."

Art. 3. Artikel 7 van dezelfde wet, gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 52/2015 van het Grondwettelijk Hof, wordt vervangen als volgt :

"Art. 7 § 1. Elke maatschappij die benzine E5, benzine E10 en/of diesel uitslaat tot verbruik, moet garanderen en bewijzen dat de volumes die in de loop van het kalenderjaar tot verbruik worden uitgeslagen ten minste een nominaal volume duurzame biobrandstoffen bevatten, zoals bepaald in de artikelen 4 en 5.

§ 2. Elke maatschappij dient te garanderen en te bewijzen dat het volume van elk type diesel dat jaarlijks wordt uitgeslagen voor verbruik, minstens een nominaal volume FAME bevat dat overeenkomt met een percentage dat gelijk is aan het maximale percentage vastgelegd in de norm NBN EN 590 min 1 (één) eenheid.

§ 3. Het jaarlijks nominaal volume FAME dat opgelegd wordt in § 2 moet minstens een werkelijk volume bevatten dat overeenkomt met een percentage FAME dat gelijk is aan het maximale percentage vastgelegd in de norm NBN EN 590 min 2 (twee) eenheden.

§ 4. Het jaarlijks nominaal volume FAME dat opgelegd wordt in § 2 kan gedeeltelijk of geheel worden vervangen door een duurzame biobrandstof van categorie A of B, op voorwaarde dat het vervangen volume minstens een energie-waarde heeft die gelijkwaardig is aan het volume vervangen FAME.

§ 5. In het geval dat FAME gedeeltelijk of geheel vervangen wordt door een duurzame biobrandstof van categorie A of B, moet het jaarlijks nominaal volume dat opgelegd wordt in § 4 minstens een werkelijk volume van deze duurzame biobrandstof bevatten met een energie-waarde die gelijkwaardig is aan een werkelijk volume vervangen FAME.

§ 6. Elke maatschappij dient te garanderen en te bewijzen dat het volume van elk type benzine dat jaarlijks wordt uitgeslagen voor verbruik, minstens een nominaal volume bio-ethanol, zuiver of in de vorm van bio-ETBE, bevat dat overeenkomt met een percentage dat gelijk is aan het maximale percentage vastgelegd in de norm NBN EN 228 min 1 (één) eenheid.

§ 7. Het jaarlijks nominaal volume bio-ethanol dat opgelegd wordt in § 6 moet minstens een werkelijk volume bevatten dat overeenkomt met een percentage bio-ethanol dat gelijk is aan het maximale percentage vastgelegd in de norm NBN EN 228 min 2 (twee) eenheden.

§ 8. Het jaarlijks nominaal volume bio-ethanol dat opgelegd wordt in § 6 kan gedeeltelijk of geheel worden vervangen door een duurzame biobrandstof van categorie A of B, op voorwaarde dat het vervangen volume minstens een energie-waarde heeft die gelijkwaardig is aan het volume vervangen bio-ethanol.

§ 9. In het geval dat bio-ethanol gedeeltelijk of geheel vervangen wordt door een duurzame biobrandstof van categorie A of B, moet het jaarlijks nominaal volume dat opgelegd wordt in § 8 minstens een werkelijk volume van deze duurzame biobrandstof bevatten met een energie-waarde die gelijkwaardig is aan een werkelijk volume vervangen bio-ethanol.

§ 10. De jaarlijkse nominale volumes die opgelegd worden in §§ 2 en 4 voor de verschillende types diesel en in §§ 6 en 8 voor de verschillende types benzine, kunnen gedeeltelijk vervangen worden door ten hoogste nominale volumes van een duurzame biobrandstof van categorie C die, na toepassing van de verdubbelingsfactor, gelijkwaardig zijn aan 1,5 % van een duurzame biobrandstof van categorie A of B, uitgedrukt in energie-waarde.

§ 11. De conversiefactoren van de percentages in volume en hun equivalenten in energie-waarde zijn deze die vervat staan in de bijlage III van Richtlijn 2009/28/EG.

§ 12. Wanneer een maatschappij die in België over een accijnsnummer beschikt, aan een andere maatschappij die over een Belgisch accijnsnummer beschikt, onder de accijnschorsingsregeling, benzine en/of dieselproducten verkoopt, moet ze, op vraag van deze laatste, haar een verklaring bezorgen die de aanwezigheid van biobrandstof bevestigt, evenals de bewijzen in verband met de duurzaamheid zoals bedoeld in artikel 4.

§ 13. De hoeveelheden duurzame biobrandstof verkocht onder de accijnschorsingsregeling, moeten worden in mindering gebracht in de aangifte van de verkoper en opgenomen worden in de aangifte van de koper, indien laatstgenoemde daadwerkelijk tot verbruik uitslaat."

Art. 4. La présente loi produit ses effets le 30 juin 2013.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

La Ministre de l'Energie,
de l'Environnement et du Développement durable,
Mme M.C. MARGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi,
de l'Economie et des Consommateurs,
chargé du Commerce extérieur,
K. PEETERS

—————
Note

(1) Chambre des représentants :
(www.lachambre.be)
Documents : 54-1518 (2015/2016)
Compte rendu intégral:

Art. 4. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 30 juni 2013.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Energie,
Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,
Mevr. M.C. MARGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werk,
Economie en Consumenten,
belast met Buitenlandse Handel
K. PEETERS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :
(www.dekamer.be)
Stukken : 54-1518 (2015/2016)
Integraal verslag :